

JOURNAL DE S^T-PETERSBOURG

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, COMMERCIAL ET INDUSTRIEL.

PRIX D'ABONNEMENT A ST-PETERSBOURG.

Russie (Saint-Petersbourg)	En roubles	En francs
En roubles	2 50	6 75
En francs	2 50	6 75
En roubles	2 50	6 75
En francs	2 50	6 75
En roubles	2 50	6 75
En francs	2 50	6 75
En roubles	2 50	6 75
En francs	2 50	6 75

Prix du numéro: en ville 10 cop.; d'une demi-feuille 6 cop.
à l'extérieur 12 cop.; d'une demi-feuille 7 cop.

CONDITIONS D'ABONNEMENT.

Les abonnements d'un an ne peuvent être pris que du 1^{er} janvier.
Les abonnements datent du 1^{er} de mois; leur durée ne doit jamais dépasser le 31 décembre.
Abonnements pour St-Petersbourg: adresser les lettres au bureau spécial, lib. de la Cour impériale, au pont de Police et à l'administration du journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) péroukoff, 15.
Abonnements pour l'extérieur: adresser les lettres au bureau spécial, lib. de la Cour impériale, au pont de Police et à l'administration du journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) péroukoff, 15.
Abonnements pour l'étranger: adresser les lettres à l'administration du journal, Maximilianovsky péroukoff, 15. Joindre le prix de l'abonnement soit en argent, soit en mandat sur une Banque de St-Petersbourg.

ADMINISTRATION. — REDACTION.

Tout ce qui concerne l'administration ou la rédaction du journal doit être adressé au bureau de la rédaction, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) péroukoff, 15; à Moscou, chez Gavrilov, libraire, Pont des Marchaux; H. LANGWITZ, bureau d'annonces à Riga; H. LAEGHELIN, ci-devant N. KYMMEL, libraire à Kiev; R. ULMANN et C^o, bureau de commissions à Ekaterinoslaw; K. F. BOUDKIEWICZ, libraire à Jitomir, et G. BAERENSTAMM, libraire à Tiflis; à Paris, à l'Office de publicité russe, Chaussée d'Antin, 23; à Londres, chez DELIZY, DAVIES et C^o, 1, Cecil street, Strand, W. C.; à Berlin, RUD. MOSSE, Grosse Friedrichstr. n° 63; à Hambourg, chez HAASENSTEIN et VOGELER.

S'adresser à St-Petersbourg, au bureau spécial du

Journal, lib. de la Cour impériale, pont de Police, n° 15 de l'église hollandaise, et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) péroukoff, 15; à Moscou, chez Gavrilov, libraire, Pont des Marchaux; H. LANGWITZ, bureau d'annonces à Riga; H. LAEGHELIN, ci-devant N. KYMMEL, libraire à Kiev; R. ULMANN et C^o, bureau de commissions à Ekaterinoslaw; K. F. BOUDKIEWICZ, libraire à Jitomir, et G. BAERENSTAMM, libraire à Tiflis; à Paris, à l'Office de publicité russe, Chaussée d'Antin, 23; à Londres, chez DELIZY, DAVIES et C^o, 1, Cecil street, Strand, W. C.; à Berlin, RUD. MOSSE, Grosse Friedrichstr. n° 63; à Hambourg, chez HAASENSTEIN et VOGELER.

PARTIE OFFICIELLE.

SAINT-PETERSBOURG, 26 janvier.

ARMÉE DE TERRE. Nomination à l'emploi d'adjudant du chef de la 25^e division d'infanterie, le général-major à la suite de l'infanterie de l'armée baron Vietinghoff, des troupes de dépôt. (Ordre du jour impérial du 24 janvier.)

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. Nomination à l'emploi de gouverneur de Stavropol et promotion au rang de conseiller d'Etat actuel, le conseiller d'Etat en fonctions de maître des cérémonies de la cour impériale baron d'Ostern-Sacken, adjoint du chef de l'arrondissement postal du Caucase (oukase impérial du 21 janvier). (Gazette du sénat.)

CORPS CONSULAIRE ÉTRANGER. MM. le docteur O. Blan et Sczesznyi, ci-devant conseiller de police à Eydkhnen, viennent d'obtenir leur exequatur en qualité de consuls d'Autriche à Odessa et à Kovno. (Idem.)

Le 19 décembre 1872, S. M. l'Empereur a daigné sanctionner une décision du conseil de l'Empire, portant création de trois places de membres honoraires au conseil de l'administration supérieure de S. A. I. le lieutenant de S. M. l'Empereur dans le Caucase. Ces nouveaux dignitaires ne recevront pas de traitement, mais jouiront des mêmes prérogatives que les autres membres du conseil sous le rapport du classement au service et de celui de l'uniforme. (Bulletin des lois.)

Le 29 décembre dernier, S. M. l'Empereur, sanctionnant un avis du comité des ministres, a daigné consentir à prolonger pour l'année 1873 la perception de la redevance surélévée, actuellement en vigueur, pour l'inscription des passeports et permis de séjour à St-Petersbourg. (Idem.)

Sur un rapport du ministre de l'intérieur S. M. l'Empereur a daigné accorder son assentiment à la demande de la municipalité de Catherineoslaw de donner le nom de Boulevard de Fabre, au boulevard créé dans la rue Catherine de cette ville, par les soins du défunt conseiller privé Fabre, qui avait été gouverneur de Catherineoslaw dans les années 1847 à 1857. (Idem.)

Le Bulletin des lois publie les statuts des Associations de prêts et d'épargne du bourg de Gavaras (gouvernement de St-Petersbourg) et du village de Nijm-Sierogay (gouvernement de Tauride), approuvés par le ministre des finances les 11 et 12 janvier courant.

TELEGRAPHES. La station de Lédine (gouvernement de Kharkow) vient d'être ouverte à la correspondance internationale. (Messager officiel.)

Banque de l'Etat.

AVIS. — A partir du 26 janvier la Banque perçoit 7 0/0 pour l'escompte des lettres de change et avances sur marchandises et 8 0/0 pour les avances sur fonds publics.

PARTIE NON OFFICIELLE.

On lit dans le Messager officiel: S. M. l'Empereur a bien voulu faire don d'une somme de 1,000 r. à la Société des fourneaux économiques pour l'organisation d'une cuisine populaire aux environs de la place Senaia.

S. A. I. M^{me} la grande-duchesse Catherine Mikhalovna, protectrice de la Société, lui a fait don simultanément d'une somme de 700 r. — Les dons des particuliers qui sont venus s'ajouter à ces sommes les ont portées au chiffre de 3,700 r.

La Bourse annonce que les Russes résidant à Naples, après avoir célébré par des prières le rétablissement de la santé de S. A. I. M^{re} le grand-duc césarévitch, ont décidé de fonder à l'Académie de médecine et de chirurgie une bourse portant le nom de M. le docteur Botkine.

Les recettes de nos douanes montaient à la date du 11 janvier 1873 à 52,722,288 r., soit en augmentation de 5,185,869 r. sur le chiffre correspondant de 1872. L'exportation des métaux à la même date 9,502,030 r. s'était accrue de 3,791,813 r. et l'exportation (6,618,092 r.) avait diminué de 9,771,712 r. comparativement aux chiffres correspondants des années précédentes.

L'Agence télégraphique internationale publie la dépêche suivante:

Helsingfors, jeudi 25 janvier. — La concession accordée par le gouvernement finlandais pour la construction du chemin de fer d'Abo-Tavastehus-Tammerfors, vient d'être annulée par le sénat de Finlande, de sorte que le million de marcs finlandais versé en garantie par les concessionnaires reste entre les mains du gouvernement. L'offre de M. le prince Oukhtomsky de construire cette ligne à titre de soumissionnaire a été repoussée.

Le Kievlisme mentionnait l'autre jour un étrange bruit qui courait depuis quelque temps à Kiev relativement à une espèce de « conspiration des poudres » dont les traces auraient été découvertes dans cette ville, tout en constatant qu'aucun renseignement officiel n'était venu confirmer ce singulier bruit. Nous trouvons maintenant dans la même feuille une notification ainsi conçue:

« Le fait qui a provoqué ce bruit se borne à l'arrestation, dans la citadelle de Kiev, non loin de la poudrière, d'un individu, porteur d'un mauvais fusil, qui s'était trompé de chemin en revenant d'une partie de chasse. Comme cependant ce fait si banal a servi de pâture aux commérages des oisifs, on procède à une

instruction minutieuse au sujet de cet individu, qui porte le nom de Jordansky. L'instruction est presque terminée, et ses résultats seront publiés sous peu par l'organe du Kievlisme.

La Gazette russe annonce que lundi 22 janvier, à 11 heures du soir, un crime atroce a été commis à Moscou, en dehors de la barrière de Tver, dans la maison de campagne de M^{me} Gromovsky. Trois femmes et un homme qui habitaient cette maison ont été massacrés. Une autre femme, grièvement blessée, n'a échappé à la mort que par miracle. Les victimes de cet horrible assassinat sont: la propriétaire de la maison de campagne, M^{me} Gromovsky, âgée de 48 ans, une de ses parentes, M^{me} Gavrilina, ayant le même âge; la cuisinière, la femme Ivanov, âgée de 58 ans; et le concierge, Dmitri Ulimov, âgé de 60 ans. La famille Gromovsky vivait pauvrement et il est difficile d'admettre que les assassins aient pu lui supposer de la fortune. Le vol qui a suivi ce crime atroce s'est borné à quelques effets de peu de valeur pris dans le coffre du concierge assassiné. La justice informée et les mesures les plus énergiques ont été prises pour la découverte des assassins.

Le Messager officiel constate 8 accidents sur nos chemins de fer dans les journées du 22 et du 23 janvier, et dans le nombre 4 cas de déraillement (lignes de Moscou-Brest — 2 déraillements — de Riazsk-Morshansk et d'Orel-Griazy).

Bulletin de la variolo à St-Petersbourg le 24 janvier 1873:

Malades au 24 janvier	Sexe masc.	Sexe fem.	Total.
Cas nouveaux	149	61	210
Gueris	4	2	6
Décès	3	1	4
Il restait en traitement au 25 janvier	150	62	212
Total depuis l'apparition de la variolo (du 1 ^{er} avril 1872 au 25 janvier 1873):			
Cas	3168	1012	4980
Gueris	2001	1080	3081
Décès	1043	644	1687

NOUVELLES DE L'ÉTRÉRIER.

La séance du 3 février de l'Assemblée Nationale de France, quoique très insignifiante au fond, a été assez animée. La lecture du procès-verbal de la séance du 1^{er} a donné lieu à quelques rectifications qui ont fait remettre en scène les violences de langage auxquelles on s'était livré de part et d'autre lors de la discussion sur les marchés de Lyon. Puis un des membres de la droite, M. Chaurand, a présenté une proposition tendante à supprimer la mairie centrale de Lyon et à donner à cette ville le même régime qu'à Paris. Ce député ayant demandé l'urgence et invité M. de Goulard à faire connaître l'avis du gouvernement, le ministre de l'intérieur, sans s'opposer à la demande d'urgence, a fait observer que le gouvernement n'est pas tout à fait partisan du régime d'exception que l'on voudrait imposer à la ville de Lyon, mais qu'il reconnaît la nécessité de faire quelques changements dans le système d'administration de cette ville et qu'il s'occupe d'un projet relatif aux villes de plus de cent mille âmes. L'urgence sur la proposition de M. Chaurand a été votée à une faible majorité et la motion elle-même renvoyée à la commission de décentralisation; puis l'Assemblée a repris la discussion sur le projet de loi relatif au travail des enfants dans les manufactures.

Nous reproduisons plus loin un compte-rendu détaillé de la séance du 3 février de la commission des Trente, pendant laquelle M. Thiers a longuement parlé. Ainsi qu'on pourra s'en convaincre, le président de la république ne s'est pas montré tout à fait d'accord avec les opinions de la majorité des membres de la commission. Il a manifesté beaucoup de répugnance pour les clauses qui visent à lui interdire le droit d'urgence dans toute discussion n'ayant trait à la politique générale; il a réclamé la faculté de suspendre au moins pendant deux mois la promulgation des lois votées par l'Assemblée et s'est prononcé en faveur de l'organisation du pouvoir avec une deuxième Chambre et une nouvelle loi électorale.

Les feuilles radicales de Paris considèrent cette divergence d'opinions entre les deux parties intéressées comme un signe certain de rupture, mais l'opinion générale est, au contraire, que l'accord s'établira. Du reste, la dépêche qui nous a rendu compte de l'entrevue que le président de la république a eue mercredi avec la commission corrobore plutôt cette dernière manière de voir, car elle constate qu'il ne s'y est rien passé de particulier qui pût faire prévoir un désaccord complet.

L'ouverture du Parlement anglais est un fait accompli; le discours du trône a été lu devant les deux Chambres réunies, et il constate que les relations avec l'étranger sont des plus satisfaisantes. En attendant que nous ayons sous les yeux le texte littéral de ce document nous nous bornons à constater que la presse britannique avait engagé, comme elle en a fait tout récemment l'habitude, deux ou trois jours avant la reprise des travaux parlementaires, une discussion sur les principales questions qui feront le sujet des débats dans le courant de la session. Nous

citerons, dans le nombre, la question religieuse soulevée à l'occasion du symbole de saint Athanase, que le parti du rationalisme voudrait exclure de la liturgie, mesure à laquelle le clergé s'oppose avec vigueur, — et le projet qui consiste à engager l'Etat à acheter les chemins de fer irlandais. Cette dernière mesure encourt le blâme du Times et du Daily-News, qui la considèrent comme un dangereux précédent que l'on voudrait appliquer ensuite à l'Angleterre.

Nous avons l'occasion de constater ici même que pendant les vacances du Parlement britannique les ennemis du cabinet Gladstone s'étaient efforcés, dans mainte réunion publique, de soulever contre lui l'opinion générale. Ces jours derniers, c'était le tour des membres du gouvernement et de leurs amis, qui ont pris la parole à des meetings ou réunions de leurs commettants pour faire valoir les réformes accomplies sous les auspices du gouvernement dans la dernière session parlementaire. Le 31 janvier, MM. Thomas Bazley et Jacob Bright, frère de l'ancien ministre, ont parlé dans ce sens à Manchester, devant un meeting qui a terminé sa séance par un vote de confiance en faveur du cabinet actuel. Le même jour M. Childers a tenu à Kottlingley un langage analogue, et le principal éloges qu'il a cru devoir décerner au cabinet Gladstone, c'est d'avoir suivi une politique très sage et, loin d'augmenter les charges du budget, d'avoir su les diminuer de plus de 700 mille livres.

En Suisse, les conflits religieux sont de plus en plus à l'ordre du jour. On sait dans quelle phase aiguë est entré le litige survenu entre l'évêque de Bâle et la majorité de ses diocésains. Or, aux termes d'une dépêche de Berne que nous trouvons dans les journaux allemands, un nouvel incident vient de compliquer aussi la situation à Genève. Au moment où le Grand-Conseil de ce canton ouvrait la discussion sur le projet de loi destiné à régler l'organisation du culte catholique, M^{re} Agnozzi, nonce pontifical en Suisse, notifiant au conseil fédéral que, par bref en date du 16 janvier, S. S. le pape, en vue de la situation affligeante de l'Eglise chrétienne à Genève, a confié à M^{re} Merilliod, évêque d'Hébron, l'administration et la juridiction ecclésiastiques dans ce canton, en qualité de vicaire apostolique, avec les droits d'un évêque régulier.

Le pape annule ainsi les décisions du gouvernement genevois à l'égard de M^{re} Merilliod et les considère comme non avenues. Il est probable que les autorités de Genève agissent absolument de même par rapport au Saint-Siège, et, en tout cas, il est désirable que cette nouvelle complication n'influence en rien les débats du Grand-Conseil sur l'organisation du culte catholique; que les délibérations continuent avec le même calme et la même impartialité, pour que les votes qui interviendront soient aussi fermes à l'égard des prétentions de la curie romaine que satisfaisants et équitables pour la population catholique du canton de Genève.

Commencée samedi passé, la discussion du projet de loi dont il s'agit a dû être reprise avant-hier, mercredi.

DEPÊCHES TELEGRAPHIQUES

AGENCE INTERNATIONALE.

Londres, vendredi 7 février.

CHAMBRE DES LORDS. — Le comte Granville, ministre des affaires étrangères, a dit, dans la séance d'hier, que les nouvelles à sensation relatives à l'Asie centrale n'ont pas de raison d'être, et que les négociations avec la Russie se rapportent à des détails et à des arrangements qui ont été l'objet d'un échange de vues depuis l'époque où lord Clarendon était ministre des affaires étrangères.

CHAMBRE DES COMMUNES. — M. Lytton a proposé hier de répondre par une adresse au discours du trône et M. Stone a appuyé sa motion. MM. Disraeli et Horsman ont attaqué le gouvernement pour sa manière d'agir dans l'affaire de l'Alabama. M. Gladstone a promis que la correspondance concernant l'Asie centrale sera présentée prochainement à la Chambre, puis il a défendu longuement la politique du gouvernement à propos du litige de l'Alabama.

L'adresse en réponse au discours du trône a été ensuite votée à l'unanimité.

Voir la suite des dépêches à la fin de la rubrique Dernières Nouvelles.

Allemagne.

Nous avons dit hier que la Germania avait publié le mémoire adressé par les évêques prussiens au ministre pour protester contre les bases et les principes des projets de loi politico-religieux soumis actuellement à la Chambre des Députés. Nous ne croyons point devoir reproduire in extenso ce long document, mais il nous paraît opportun, vu la recrudescence d'intensité du conflit religieux, d'indiquer aussi brièvement que possible le point de vue et les vœux de l'épiscopat prussien. Les évêques protestent d'abord contre ce

que l'Etat entend régler à lui seul ses rapports avec l'Eglise, puis ils déclarent que, d'après la foi catholique, d'après le droit naturel, d'après les droits historiques de l'Eglise catholique en Allemagne, d'après les conventions conclues entre la monarchie prussienne et le Saint-Siège, et d'après les stipulations de la Constitution prussienne, — « l'Eglise catholique possède en Prusse le droit inviolable et imprescriptible de continuer à exister avec son organisation et sa discipline actuelles, dans toute l'intégrité de sa foi et de sa doctrine, et de régler et d'administrer elle-même ses affaires par l'organe de ses autorités légales. »

Le droit primordial et le plus essentiel de tout diocèse catholique et de tout chrétien catholique, dit le mémoire, est d'être et de rester en communion constante et non-entravée avec le pape, chef de l'Eglise, institué par Dieu lui-même, la pierre angulaire de l'Eglise et le pasteur suprême de tous les fidèles.

Le deuxième droit non-moins essentiel de tout diocèse et de tout catholique est d'être gouverné et dirigé uniquement et exclusivement, pour tout ce qui est du domaine religieux et ecclésiastique, par leurs supérieurs naturels et légitimes, les évêques, légalement subordonnés au pape, et institués par Dieu lui-même pour administrer leurs diocèses d'après les préceptes du Christ et les lois de l'Eglise.

De ces deux droits fondamentaux découlent pour les évêques trois devoirs, qui sont en même temps des droits, à savoir: Premièrement, le devoir et le droit de proclamer la doctrine et la morale de l'Eglise et d'administrer les sacrements. Deuxièmement: le devoir et le droit de choisir et d'instruire leurs auxiliaires et suffragants ecclésiastiques et de les revêtir d'emplois ecclésiastiques. Troisièmement: le devoir et le droit d'exhorter les prêtres à remplir leurs devoirs de chrétiens, et, s'ils refusent obéissance aux dogmes, doctrines et lois de l'Eglise, de les exclure de la communauté, et, pour ce qui concerne les membres du clergé, de les révoquer et de leur interdire toute activité religieuse.

Faisant application de ces principes aux projets de loi politico-religieux, le mémoire des évêques en réfute tous les arguments et en critique toutes les dispositions, comme il conteste à l'Etat tous les droits qu'il revendique quant à l'instruction et à l'installation des ecclésiastiques et à la limitation des pénalités et mesures disciplinaires ecclésiastiques. Il proteste contre la suppression des petits séminaires et contre l'institution d'une cour de justice pour les affaires ecclésiastiques, — bref il ne laisse rien subsister, ni de raisons que le gouvernement fait valoir dans l'exposé des motifs, ni des stipulations conformes des projets eux-mêmes.

Voici la conclusion textuelle du mémoire: « Pour terminer, nous devons protester solennellement de la manière la plus formelle contre la disposition des projets de loi établissant que le pouvoir disciplinaire ne pourrait être exercé que par des autorités ecclésiastiques indigènes, — et cela parce qu'une pareille disposition préjudicierait le droit de juridiction du chef suprême de l'Eglise.

« La paix entre l'Etat et l'Eglise est la condition du salut de tous deux, comme de la société entière. Les évêques, le clergé et le peuple catholique ne sont hostiles ni à la monarchie prussienne ni à l'empire d'Allemagne; ils ne sont ni intolérants, ni injustes, ni haineux à l'égard des autres confessions. Ils ne demandent rien plus ardemment que de vivre en paix avec tout le monde. Mais il y a une chose qu'ils réclament, c'est qu'on les laisse vivre tranquillement et en toute sécurité d'après leur foi, de la vérité et de la divinité de laquelle ils sont convaincus et pénétrés; qu'on ne porte pas atteinte à l'intégrité de leur religion et de leur Eglise, ni à leur liberté de conscience, car ils sont fermement résolus à défendre sans trembler et sans faiblir, par tous les moyens légaux, leurs libertés légitimes et jusqu'au moindre de leurs droits ecclésiastiques.

« Dans l'intérêt de l'Etat comme dans l'intérêt de l'Eglise, nous supplions et nous conjurons du fond de notre âme tous ceux qui dirigent l'Etat ou exercent une influence sur les affaires d'Etat d'abandonner la voie funeste dans laquelle on s'est engagé; de rendre aux millions de catholiques de la Prusse et de l'Allemagne la paix, la sécurité de leurs droits et la liberté pour tous, et de ne pas nous imposer de force des lois dont l'observation est pour tout évêque incompatible avec les devoirs de sa charge, qu'il a juré de remplir, tout comme elle est impossible moralement à tout prêtre et à tout catholique, étant en contradiction avec leur conscience; — des lois dont la mise en vigueur par force attirerait des calamités sans nom sur notre peuple catholique fidèle et sur notre chère patrie. »

Autriche-Hongrie.

L'institution d'un nouveau siège métropolitain pour les évêchés grecs-orientaux de la Bukovine et de la Dalmatie inspire les commentaires que voici au Freudenblatt:

« Le nombre des archevêques de la monarchie autrichienne vient d'être augmenté d'un nouveau membre, à un moment où l'on ne s'y attendait guère. Il n'y a rien de bien extraordinaire, et à une époque moins agitée cette nomination n'intéresserait qu'un nombre de personnes fort restreint. Mais cette fois il en est autrement. La nomination de M. Eugène Hackmann, auquel le souverain vient d'accorder la dignité d'archevêque et de métropolitain des évêchés grecs-orientaux de Bukovine et de Dalmatie à une haute importance politique. Les membres de l'Eglise grecque-orientale, c'est-à-dire les grecs non-unis établis en Cisiliane, ont donc maintenant un métropolitain indépendant; les liens unissant les Roumains de Bukovine à l'Eglise métropolitaine de Transylvanie et les Slaves de Dalmatie à ceux de Carlovitz sont naturellement rompus. Mais la création de la nouvelle Eglise métropolitaine à Czernowitz n'est que la conséquence naturelle et inévitable de l'indépendance politique de la Hongrie et des pays qui font partie du royaume. Dès que le dualisme eut été adopté, la séparation des

grecs-orientaux autrichiens de ceux de Hongrie n'était plus qu'une question de temps. Les cultes et l'instruction publique étant entièrement indépendants en Hongrie du gouvernement autrichien, et vice versa, il fallait évidemment que l'Autriche eût un métropolitain particulier. »

La Neue freie Presse, de son côté, s'exprime comme suit sur le même sujet:

« L'élevation, sanctionnée par l'empereur, des évêchés grecs-orientaux de Bukovine et de Dalmatie au rang d'Eglise métropolitaine indépendante, coordonnée aux Eglises métropolitaines serbe et roumaine, est l'application du dualisme à l'organisation ecclésiastique; et elle ne peut pas avoir eu lieu sans le consentement du ministère hongrois. Or, ce consentement prouve que la Hongrie renonce à ses prétentions nullement justifiées, du reste, et qu'elle ne songe plus à étendre sa domination jusqu'en Dalmatie. »

On mande de Prague, 3 février:

« Les meetings annoncés pour hier, au nombre de 53, n'ont eu lieu ni à Prague, ni dans les campagnes. Il n'y a pas eu d'excès et la population est tranquille. »

France.

(Corresp. part. du JOURNAL DE ST-PETERSBOURG.)

Paris, 3 février.

La situation politique a subi de profondes modifications dans la quinzaine qui vient de s'écouler; elle était, il y a quelques jours, tellement tendue, le gouvernement de combat que la droite de l'Assemblée avait formé se croyait tellement assuré d'une majorité qui lui permit de marcher à grands pas dans la voie de la réaction, que l'on aurait pu craindre que le pays n'entrât dans une ère de conflits interminables. Il eût suffi pour cela d'une application rigoureuse des principes parlementaires posés par la droite. Les théories politiques de ce parti ne tendraient à rien moins en effet qu'à établir, si la Chambre s'y prêtait, non seulement la responsabilité ministérielle, mais encore l'autorité absolue des commissions, sous-commissions, etc., véritables délégués tout-puissants de l'Assemblée souveraine. Ces commissions étant presque toujours composées en majorité des membres de la droite, on comprend quel intérêt il y aurait pour ce parti à ce que la Chambre pratiquât ces doctrines dans toute leur pureté, et il n'est pas difficile de voir quel usage il ferait de son pouvoir absolu. Mais le plan politique de la droite a échoué le jour du vote, et c'est encore par M. Jules Simon que la défaite est venue l'arrêter. Le ministre de l'instruction publique est depuis longtemps l'objet du mauvais vouloir peu dissimulé de la droite. Elle lui reproche le libéralisme de ses opinions et jusqu'à leur modération; elle lui reproche surtout d'être arrivé au pouvoir le 4 septembre et d'y être resté; elle poursuit en lui le dernier représentant d'une révolution sans laquelle l'Assemblée Nationale n'aurait dépendant jamais existé. Le renversement de M. Jules Simon était donc pour la droite une affaire de première importance, une rançune à satisfaire, un portefeuille à prendre, et celui qu'elle convoitait le plus. Aussi la bataille-telle elle vive, acclamée.

Le premier jour, la droite même, au mépris des principes les plus élémentaires pour un corps politique, s'est abstenue en masse pour rendre le vote nul; le lendemain, elle s'est trouvée en minorité, et M. Jules Simon est resté maître du terrain. Ce succès est dû sans doute à ce que la querelle qui lui était faite n'a passionné que ses ennemis déclarés; les programmes relatifs aux thèmes et aux vers latins ont paru à la grande majorité de l'Assemblée un mince prétexte pour renverser un ministre aussi compétent que M. Jules Simon. Mais il est dit surtout à la constitution même des partis dans le sein de l'Assemblée. Le centre droit, celui qui décide de tous les votes en se rangeant avec le gouvernement ou avec la droite, suit volontiers celle-ci dans des questions législatives et dans des idées réactionnaires qu'il partage lorsqu'elles n'aboutissent pas à quelque conflit sérieux. En revanche, chaque fois que la droite voudrait l'entraîner à sa suite dans des résolutions qui compromettraient l'équilibre des pouvoirs et constitueraient un échec grave pour le gouvernement, elle se trouvera en minorité comme le 21 janvier. Le centre ne la suivra pas.

Ce qui a fort irrité la droite dans cette affaire, et l'a confondue, a été de voir la Chambre se prononcer dans un sens contraire à celui de la commission et de son rapporteur. Contredire ainsi une commission, ne pas accepter aveuglément ses conclusions, c'est dans l'esprit de ce parti une faute de discipline parlementaire, une erreur politique, lorsque le gouvernement réside au sein de l'Assemblée. La droite se voit ainsi arrêtée dans ses projets, faute de compter dans ses rangs une trentaine de voix de plus, et toutes les fois que le vote de l'Assemblée amène ce résultat, la journée est bonne pour le vrai libéralisme, pour la pacification des partis, et est féconde en conséquences de premier ordre.

Mais la droite n'a renoncé pour cela à aucun de ses plans de réaction, ni même à aucune de ses prétentions gouvernementales. Elle est, parait-il, décidée à recommencer la lutte contre M. Jules Simon lorsque viendra la troisième lecture de la loi sur le conseil supérieur de l'instruction publique; ne voulant pas se tenir pour battue, elle demanderait la suppression de cette commission permanente dont elle a dû abandonner la nomination au ministère. Elle veut « sauver l'ordre social » à tout prix. Il semble que la défaite de la droite ait

rendu la commission des Trente plus éloignée de tout esprit de conciliation. Rien ne serait plus affligeant que la lecture de ces interminables discussions, si la droite devait arriver à imposer au pays ses mesquines arguties, ses réglemens subtils. Voici une commission chargée de la plus grande tâche qui puisse incomber à un corps politique, celle de régler les rapports du pouvoir exécutif avec le pouvoir législatif, à un moment où le provisoire fatigue et inquiète tout le monde, et où la division des partis ne permet guère de trancher la difficulté; elle n'a qu'une seule base de gouvernement acceptée de tous: l'éloquence. L'expérience d'un homme d'Etat éprouvé; elle n'a pour tout dire que M. Thiers, qu'elle ne peut ni renverser, ni surtout remplacer. Eh bien, des semaines et des mois se passent en discours longs et diffus, où l'on ne distingue clairement qu'un seul sentiment: empêcher M. Thiers de monter à la tribune, l'empêcher de parler, et laisser l'Assemblée (c'est-à-dire la droite, dans l'esprit des commissaires) dans la plénitude de tous les droits imaginables, fussent-ils même contradictoires. A peine quelque concession est-elle arrachée à la majorité de la commission par le bon sens lui-même, qu'elle soulève de nouvelles prétentions. Aujourd'hui, elle admet que M. Thiers pourra prendre la parole dans la discussion des lois, et même qu'il ne sera pas contraint au silence lorsque des interpellations menaceront de blâmer la politique extérieure, ou mettront en question l'existence du ministère. Mais que de précautions encore pour exercer un droit si simple et qui est indispensable au président de la république. S'il n'a pas le droit de dissoudre la Chambre, il faut au moins qu'il ait celui de la convaincre.

D'après l'amendement de M. Broët, que la commission a accepté, il faudra que le ministre interpellé demande l'intervention de M. Thiers et que la Chambre, consultée en l'absence de ce dernier, l'autorise à prendre part aux débats. Tels sont les expédients mesquins que la commission des Trente a si péniblement imaginés. Puis, comme pour ôter toute valeur aux droits conférés à M. Thiers, un membre de la majorité (M. le duc Decazes) énonce aussitôt cet étrange principe politique que l'Assemblée pourra toujours lui reprendre le droit de veto.

M. Thiers, de son côté, a fait beaucoup de concessions. On dit cependant qu'il n'accepte pas l'amendement Broët, mais il obtiendra sans doute que la commission en modifie le sens. En tout cas, il ne semble pas devoir se produire de conflit sérieux sur ce point, et l'amendement Broët ira rejoindre tant d'ingénieuses mesures prises pour fermer la bouche au président de la république. M. Thiers sent bien d'ailleurs que tous ces minuscules réglemens laisseront intact son véritable pouvoir, celui qu'il tient de la confiance du pays, tant qu'il pourra prendre à la tribune l'opinion publique pour juge entre l'Assemblée et lui, et surtout tant qu'il pourra suspendre sa démission comme une menace sur la Chambre. S'il est d'ailleurs quelque chose de remarquable dans tous ces débats de la commission des Trente, discours, projets et contre-projets ou amendements, c'est de voir à quel point tout cela laisse le pays indifférent. On ne peut se figurer combien, en dehors de l'Assemblée, il est peu de personnes qui se préoccupent du résultat de ces délibérations, ou qui cherchent à les comprendre. Tout le monde sait, avec un instinct juste et sûr, que la question n'aura d'importance que le jour où l'Assemblée entière sera consultée sur la Constitution à la fois incomplète et compliquée que les Trente élaborent en ce moment.

La question qui réveille l'attention de tous n'est pas dans ces stériles débats de la commission des Trente et l'annonce du paiement de 150 millions de l'indemnité à bien autrement appelé l'intérêt de ceux qui espèrent que la France aura payé cet état le quatrième milliard, et que des garanties seront acceptées pour le cinquième. Il reste à cet égard cependant de bien douloureuses préoccupations dans l'esprit des personnes les mieux informées. Les travaux énormes de fortification que les Prussiens accumulent à Belfort font craindre qu'ils ne cherchent quelque prétexte pour ne point nous rendre cette forteresse, après l'entier paiement de notre dette. C'est un gros nuage noir à notre horizon, et quoique peu de gens le voient, il n'en est pas moins redoutable.

Parmi les projets que la droite affiche volontiers, nous avons vu annoncer à la tribune celui de ne pas se séparer avant d'avoir voté une nouvelle loi électorale. Or, quand un pays possède le suffrage universel, que peut signifier une loi électorale, si ce n'est une restriction quelconque de ce droit? Si la droite portait la main sur cette conquête de 1848, elle rendrait-elle un service à notre pays; mais à coup sûr ce serait un service dont elle ne profiterait guère, car pendant longtemps encore on ne touchera pas impunément à cette institution. Une seule chose ressort clairement de la conduite de la majorité de l'Assemblée, c'est qu'elle est décidée à prolonger son existence à tout prix. Envisageant ses pouvoirs constituants comme de droit divin, libre de les exercer comme

moins bien entendu, autant d'égoïsme que notre souverain en 750 personnes.

La présence, fort naturelle d'ailleurs, des princes d'Orléans au service célébré le jour anniversaire de la mort de Louis XVI, et la conversation que le duc de Nemours aurait eue avec le général de Maud'huy, conversation qui paraît s'être un peu modifiée en chemin, comme il arrive souvent, ont renouvelé les bruits de fusion des deux branches de la maison de Bourbon, et ces bruits continuent à remplir les journaux et à alimenter les conversations politiques. Il est surprenant qu'ils reparassent avec tant de persistance, sans que personne puisse expliquer en quoi consisterait cette fusion; or, sans explication, la fusion ne signifie absolument rien. Veut-on dire qu'en vertu de cette fusion le comte de Paris refuserait de devenir le roi constitutionnel de la France, si les vœux du pays l'appelaient au trône, et irait porter la couronne au comte de Chambord? Il serait assez pueril de le croire. Veut-on dire simplement que le comte de Chambord n'est le comte de Paris ne susciterait une guerre civile pour enlever le pouvoir à celui des deux qui le posséderait, et que l'un et l'autre des deux prétendants reconnaîtraient le gouvernement établi? Mais c'est ce que les Orléans font chaque jour en vivant en France, tandis que le pays est en république, provisoire ou définitive, et ils ne pourraient faire moins pendant le règne du chef de leur maison. D'ailleurs, si quelqu'un a une parole significative à dire sur la question de la fusion, c'est le comte de Chambord, et non-seulement celui-ci s'est tu obstinément, mais encore il n'a jamais prononcé un mot qui admit que le comte de Paris soit considéré par lui comme son héritier. La séparation de la maison de Bourbon peut être regrettable pour la France; mais on ne revient pas sur le passé, et il faudrait d'abord savoir ce que signifie la fusion avant d'affirmer qu'elle est faite.

Ce qui a pu faire naître ces bruits et la raison pour laquelle on attribue toujours aux princes d'Orléans le désir de la fusion, est précisément la faiblesse de la position de cette branche royale. Son principe reposant sur une délégation faite par la nation en juillet 1830 au roi Louis-Philippe, et cette délégation ayant été annulée par la révolution de février, on peut dire avec M^{me} la duchesse d'Orléans qu'ils ont des titres et non des droits. 1848 a repris ce qu'avait donné 1830. Ce qui semble plus véritable que la fusion, œuvre que la bonne volonté d'un des deux partis ne peut pas accomplir seule, c'est une sorte d'abdication de la maison d'Orléans, ce que dessine de plus en plus. Jamais ils n'ont été, il faut le dire à leur honneur des prétendants fort remuants; aujourd'hui, ils deviennent presque légitimistes; mais s'il y a fusion, abdication ou réconciliation, ce sont eux qui en font jusqu'ici tous les frais. Ils s'efforcent devant le comte de Chambord, et l'avenir seul peut nous dire ce qu'ils recevront en échange.

La contradiction qui s'était manifestée entre la note insérée par le *Morning-Post* et celle du *Daily-Telegraph*, au sujet de la ligne politique que le prince Napoléon a adoptée, vient d'être tranchée; une lettre écrite par ordre du prince décline toute responsabilité dans les articles de journaux publiés sur son compte. Cette lettre donne implicitement raison à la déclaration du *Morning-Post*. La note qui représentait le prince Napoléon en parfaite conformité de vues avec l'impératrice Eugénie était d'ailleurs tellement en désaccord avec des faits bien connus qu'il aurait fallu qu'elle fût doublement confirmée pour y croire. Le prince reste définitivement en dehors des conseils de Chislehurst.

La discussion du rapport sur les marchés de Lyon a duré pendant trois jours, et s'est terminée samedi par un ordre du jour que la situation s'est trouvée la seconde ville de France pendant la guerre justifie pleinement. C'est un blâme formel de ce drapeau rouge dont la signification séparatiste et anti-sociale ne pouvait être flétrie trop énergiquement, et la gauche s'y est ralliée en masse. Mais avant d'en arriver à quelles violences, quelles passions! Nous sommes revenus, pendant ces trois jours, aux séances où les partis se donnent toute carrière, où les invectives se croisent, où tout un côté de la Chambre, debout, frémissant, injurie de la voix et du geste ses adversaires, où les efforts du président pour obtenir le silence n'arrêtent qu'un instant le débordement des colères, où enfin l'orateur semble prendre plaisir à soulever ces orages par la forme exagérée qu'il donne à ses opinions. Il était difficile que la politique fût séparée dans la question des marchés de Lyon de la partie administrative et financière; mais elle l'a tellement emporté que les contrats passés par la ville n'ont été que le prétexte de la véritable bataille parlementaire à laquelle la droite et la gauche se sont livrées, et qui a atteint dans la séance du 1^{er} février un degré de violence inimaginable. Ces violences passent peu dans les journaux; le compte-rendu abrégé qu'ils en font ne peut donner une idée de ce qu'est chez nous une séance tumultueuse, à qui n'en a jamais vu; mais elles n'en passionnent pas moins les deux partis, et éloignent de plus en plus cette conciliation si désirable au pays.

La discussion avait commencé par un long et habile discours de M. Challemeil-Lacour. L'éloquence froide et forte à la fois de l'ancien préfet de Lyon avait commandé l'attention même de ses adversaires. M. Challemeil-Lacour a certainement plusieurs des qualités de l'orateur, si tant est qu'on puisse appeler des qualités l'audace, l'assurance, le dédain de ses adversaires. Il a déployé dans cette lutte un talent tout-à-fait remarquable; on sent chez lui de fortes études littéraires et une grande culture d'esprit. Dans ces déplorables affaires de Lyon, il n'a eu qu'un tort très-grave, c'est d'accepter d'y être mêlé. M. Challemeil-Lacour en fait les honneurs de la séance du 30 janvier si la fin n'incident, soulevé par M. de Carayon-Latour, n'eût venu déchaîner les passions. M. Challemeil-Lacour, accusé d'avoir écrit en marge d'une pièce envoyée au général de Bressolles: «Fussiliez-moi tous ces gens-là», ne s'est pas défendu avec l'assurance absolue d'un homme qui n'a derrière lui qu'un passé de modération et de légalité. D'un autre côté, les adversaires de M. Challemeil-Lacour n'ont pas produit la pièce en question. Or, en matière aussi délicate le contenu de la pièce, si étrangement annotée par M. Challemeil, et la moindre particularité de rédaction, sont, pour un spectateur impartial, chose capitale à connaître.

Ce qui restera une faute sans circonstances atténuantes, c'est l'aveuglement du parti conservateur, qui croit par ces discussions rétrospectives avancer les affaires de notre malheureux pays. S'il s'établit parmi nous quelque ordre un peu stable, ce ne sera qu'à la condition d'une vaste loi d'oubli. Tous les partis en ont besoin, et nous croyons que ces trois séances eussent été mieux employées si, au lieu de discussions dont il ne restera qu'un peu plus de haine, on y avait consacré des méditations sérieuses à cette loi du travail des enfants dans les manufactures, loi qui laisse infiniment à désirer, et qui, bien faite, serait de la démocratie la mieux entendue. C. R.

La commission des Trente s'est réunie le 3 février, sous la présidence de M. de Larcy. M. THIERS. J'arrive avec le désir le plus sincère de m'entendre avec la commission, afin que nous puissions nous présenter devant l'Assemblée avec un entier accord. J'accepterai du projet de la commission tout ce que ma conscience me m'interdirait pas d'accepter. Je dirai ce que m'imposent mes devoirs, et la limite qu'ils ne me permettent pas de franchir.

Examinant l'ensemble de la rédaction de la commission, il me paraît qu'elle n'a pas tenu suffisamment compte de la résolution adoptée par l'Assemblée. Les membres qui l'ont votée se sont placés à deux points de vue différents; les uns ont pensé qu'il y avait urgence à s'occuper de donner au gouvernement les moyens d'exister; les autres pensaient qu'il fallait s'occuper, avant tout, de restreindre l'intervention du président de la république dans les débats de l'Assemblée.

Le point le plus important, sans qu'on ait à trancher la forme même du gouvernement, est celui-ci: que fera-t-on pour le faire vivre? quelle forme prendra-t-il? Si on écoute la voix du pays, on verra que ce qui le préoccupe, ce n'est point de savoir si M. Thiers viendra ou ne viendra pas à la tribune, mais bien ce que deviendra la France.

Il me semble donc que, pour se conformer à ces préoccupations du pays, il aurait fallu d'abord songer aux moyens par lesquels on ferait vivre le gouvernement plus ou moins longtemps.

C'est à ce point de vue que la question d'une deuxième Chambre s'imposait avant toute autre. Ainsi, deux choses préoccupent l'esprit public: la forme à donner au pouvoir pour qu'il puisse subsister et l'entente entre l'Assemblée et le président.

Si les vœux du pays sont parvenus jusqu'à vous, vous devez savoir qu'il se pose cette question avec anxiété: le président de la république s'entendra-t-il avec la commission des Trente? celle-ci donnera-t-elle au pouvoir la confiance dont il a besoin pour subsister? Quant à la participation du président aux délibérations de l'Assemblée, elle est aux yeux du pays très accessoire.

Il me semble donc que, pour se conformer à ce que je crois être l'attention de la Chambre et même aux termes de l'amendement de M. Dufaure, la commission aurait dû commencer par s'occuper des institutions fondamentales avant de s'occuper de ma personne, à laquelle le projet me semble attacher trop d'importance.

On veut commencer par ce qui concerne le président de la république: je me résigne, je fais le sacrifice de mes susceptibilités, bien qu'il me semble que le *Morning-Post* et celle du *Daily-Telegraph*, au sujet de la ligne politique que le prince Napoléon a adoptée, vient d'être tranchée; une lettre écrite par ordre du prince décline toute responsabilité dans les articles de journaux publiés sur son compte. Cette lettre donne implicitement raison à la déclaration du *Morning-Post*. La note qui représentait le prince Napoléon en parfaite conformité de vues avec l'impératrice Eugénie était d'ailleurs tellement en désaccord avec des faits bien connus qu'il aurait fallu qu'elle fût doublement confirmée pour y croire. Le prince reste définitivement en dehors des conseils de Chislehurst.

La discussion du rapport sur les marchés de Lyon a duré pendant trois jours, et s'est terminée samedi par un ordre du jour que la situation s'est trouvée la seconde ville de France pendant la guerre justifie pleinement. C'est un blâme formel de ce drapeau rouge dont la signification séparatiste et anti-sociale ne pouvait être flétrie trop énergiquement, et la gauche s'y est ralliée en masse. Mais avant d'en arriver à quelles violences, quelles passions! Nous sommes revenus, pendant ces trois jours, aux séances où les partis se donnent toute carrière, où les invectives se croisent, où tout un côté de la Chambre, debout, frémissant, injurie de la voix et du geste ses adversaires, où les efforts du président pour obtenir le silence n'arrêtent qu'un instant le débordement des colères, où enfin l'orateur semble prendre plaisir à soulever ces orages par la forme exagérée qu'il donne à ses opinions. Il était difficile que la politique fût séparée dans la question des marchés de Lyon de la partie administrative et financière; mais elle l'a tellement emporté que les contrats passés par la ville n'ont été que le prétexte de la véritable bataille parlementaire à laquelle la droite et la gauche se sont livrées, et qui a atteint dans la séance du 1^{er} février un degré de violence inimaginable. Ces violences passent peu dans les journaux; le compte-rendu abrégé qu'ils en font ne peut donner une idée de ce qu'est chez nous une séance tumultueuse, à qui n'en a jamais vu; mais elles n'en passionnent pas moins les deux partis, et éloignent de plus en plus cette conciliation si désirable au pays.

La discussion avait commencé par un long et habile discours de M. Challemeil-Lacour. L'éloquence froide et forte à la fois de l'ancien préfet de Lyon avait commandé l'attention même de ses adversaires. M. Challemeil-Lacour a certainement plusieurs des qualités de l'orateur, si tant est qu'on puisse appeler des qualités l'audace, l'assurance, le dédain de ses adversaires. Il a déployé dans cette lutte un talent tout-à-fait remarquable; on sent chez lui de fortes études littéraires et une grande culture d'esprit. Dans ces déplorables affaires de Lyon, il n'a eu qu'un tort très-grave, c'est d'accepter d'y être mêlé. M. Challemeil-Lacour en fait les honneurs de la séance du 30 janvier si la fin n'incident, soulevé par M. de Carayon-Latour, n'eût venu déchaîner les passions. M. Challemeil-Lacour, accusé d'avoir écrit en marge d'une pièce envoyée au général de Bressolles: «Fussiliez-moi tous ces gens-là», ne s'est pas défendu avec l'assurance absolue d'un homme qui n'a derrière lui qu'un passé de modération et de légalité. D'un autre côté, les adversaires de M. Challemeil-Lacour n'ont pas produit la pièce en question. Or, en matière aussi délicate le contenu de la pièce, si étrangement annotée par M. Challemeil, et la moindre particularité de rédaction, sont, pour un spectateur impartial, chose capitale à connaître.

Ce qui restera une faute sans circonstances atténuantes, c'est l'aveuglement du parti conservateur, qui croit par ces discussions rétrospectives avancer les affaires de notre malheureux pays. S'il s'établit parmi nous quelque ordre un peu stable, ce ne sera qu'à la condition d'une vaste loi d'oubli. Tous les partis en ont besoin, et nous croyons que ces trois séances eussent été mieux employées si, au lieu de discussions dont il ne restera qu'un peu plus de haine, on y avait consacré des méditations sérieuses à cette loi du travail des enfants dans les manufactures, loi qui laisse infiniment à désirer, et qui, bien faite, serait de la démocratie la mieux entendue. C. R.

La commission des Trente s'est réunie le 3 février, sous la présidence de M. de Larcy. M. THIERS. J'arrive avec le désir le plus sincère de m'entendre avec la commission, afin que nous puissions nous présenter devant l'Assemblée avec un entier accord. J'accepterai du projet de la commission tout ce que ma conscience me m'interdirait pas d'accepter. Je dirai ce que m'imposent mes devoirs, et la limite qu'ils ne me permettent pas de franchir.

Examinant l'ensemble de la rédaction de la commission, il me paraît qu'elle n'a pas tenu suffisamment compte de la résolution adoptée par l'Assemblée. Les membres qui l'ont votée se sont placés à deux points de vue différents; les uns ont pensé qu'il y avait urgence à s'occuper de donner au gouvernement les moyens d'exister; les autres pensaient qu'il fallait s'occuper, avant tout, de restreindre l'intervention du président de la république dans les débats de l'Assemblée.

Le point le plus important, sans qu'on ait à trancher la forme même du gouvernement, est celui-ci: que fera-t-on pour le faire vivre? quelle forme prendra-t-il? Si on écoute la voix du pays, on verra que ce qui le préoccupe, ce n'est point de savoir si M. Thiers viendra ou ne viendra pas à la tribune, mais bien ce que deviendra la France.

Il me semble donc que, pour se conformer à ces préoccupations du pays, il aurait fallu d'abord songer aux moyens par lesquels on ferait vivre le gouvernement plus ou moins longtemps.

C'est à ce point de vue que la question d'une deuxième Chambre s'imposait avant toute autre. Ainsi, deux choses préoccupent l'esprit public: la forme à donner au pouvoir pour qu'il puisse subsister et l'entente entre l'Assemblée et le président.

Si les vœux du pays sont parvenus jusqu'à vous, vous devez savoir qu'il se pose cette question avec anxiété: le président de la république s'entendra-t-il avec la commission des Trente? celle-ci donnera-t-elle au pouvoir la confiance dont il a besoin pour subsister? Quant à la participation du président aux délibérations de l'Assemblée, elle est aux yeux du pays très accessoire.

Il me semble donc que, pour se conformer à ce que je crois être l'attention de la Chambre et même aux termes de l'amendement de M. Dufaure, la commission aurait dû commencer par s'occuper des institutions fondamentales avant de s'occuper de ma personne, à laquelle le projet me semble attacher trop d'importance.

On veut commencer par ce qui concerne le président de la république: je me résigne, je fais le sacrifice de mes susceptibilités, bien qu'il me semble que le *Morning-Post* et celle du *Daily-Telegraph*, au sujet de la ligne politique que le prince Napoléon a adoptée, vient d'être tranchée; une lettre écrite par ordre du prince décline toute responsabilité dans les articles de journaux publiés sur son compte. Cette lettre donne implicitement raison à la déclaration du *Morning-Post*. La note qui représentait le prince Napoléon en parfaite conformité de vues avec l'impératrice Eugénie était d'ailleurs tellement en désaccord avec des faits bien connus qu'il aurait fallu qu'elle fût doublement confirmée pour y croire. Le prince reste définitivement en dehors des conseils de Chislehurst.

La discussion du rapport sur les marchés de Lyon a duré pendant trois jours, et s'est terminée samedi par un ordre du jour que la situation s'est trouvée la seconde ville de France pendant la guerre justifie pleinement. C'est un blâme formel de ce drapeau rouge dont la signification séparatiste et anti-sociale ne pouvait être flétrie trop énergiquement, et la gauche s'y est ralliée en masse. Mais avant d'en arriver à quelles violences, quelles passions! Nous sommes revenus, pendant ces trois jours, aux séances où les partis se donnent toute carrière, où les invectives se croisent, où tout un côté de la Chambre, debout, frémissant, injurie de la voix et du geste ses adversaires, où les efforts du président pour obtenir le silence n'arrêtent qu'un instant le débordement des colères, où enfin l'orateur semble prendre plaisir à soulever ces orages par la forme exagérée qu'il donne à ses opinions. Il était difficile que la politique fût séparée dans la question des marchés de Lyon de la partie administrative et financière; mais elle l'a tellement emporté que les contrats passés par la ville n'ont été que le prétexte de la véritable bataille parlementaire à laquelle la droite et la gauche se sont livrées, et qui a atteint dans la séance du 1^{er} février un degré de violence inimaginable. Ces violences passent peu dans les journaux; le compte-rendu abrégé qu'ils en font ne peut donner une idée de ce qu'est chez nous une séance tumultueuse, à qui n'en a jamais vu; mais elles n'en passionnent pas moins les deux partis, et éloignent de plus en plus cette conciliation si désirable au pays.

La discussion avait commencé par un long et habile discours de M. Challemeil-Lacour. L'éloquence froide et forte à la fois de l'ancien préfet de Lyon avait commandé l'attention même de ses adversaires. M. Challemeil-Lacour a certainement plusieurs des qualités de l'orateur, si tant est qu'on puisse appeler des qualités l'audace, l'assurance, le dédain de ses adversaires. Il a déployé dans cette lutte un talent tout-à-fait remarquable; on sent chez lui de fortes études littéraires et une grande culture d'esprit. Dans ces déplorables affaires de Lyon, il n'a eu qu'un tort très-grave, c'est d'accepter d'y être mêlé. M. Challemeil-Lacour en fait les honneurs de la séance du 30 janvier si la fin n'incident, soulevé par M. de Carayon-Latour, n'eût venu déchaîner les passions. M. Challemeil-Lacour, accusé d'avoir écrit en marge d'une pièce envoyée au général de Bressolles: «Fussiliez-moi tous ces gens-là», ne s'est pas défendu avec l'assurance absolue d'un homme qui n'a derrière lui qu'un passé de modération et de légalité. D'un autre côté, les adversaires de M. Challemeil-Lacour n'ont pas produit la pièce en question. Or, en matière aussi délicate le contenu de la pièce, si étrangement annotée par M. Challemeil, et la moindre particularité de rédaction, sont, pour un spectateur impartial, chose capitale à connaître.

Ce qui restera une faute sans circonstances atténuantes, c'est l'aveuglement du parti conservateur, qui croit par ces discussions rétrospectives avancer les affaires de notre malheureux pays. S'il s'établit parmi nous quelque ordre un peu stable, ce ne sera qu'à la condition d'une vaste loi d'oubli. Tous les partis en ont besoin, et nous croyons que ces trois séances eussent été mieux employées si, au lieu de discussions dont il ne restera qu'un peu plus de haine, on y avait consacré des méditations sérieuses à cette loi du travail des enfants dans les manufactures, loi qui laisse infiniment à désirer, et qui, bien faite, serait de la démocratie la mieux entendue. C. R.

La commission des Trente s'est réunie le 3 février, sous la présidence de M. de Larcy. M. THIERS. J'arrive avec le désir le plus sincère de m'entendre avec la commission, afin que nous puissions nous présenter devant l'Assemblée avec un entier accord. J'accepterai du projet de la commission tout ce que ma conscience me m'interdirait pas d'accepter. Je dirai ce que m'imposent mes devoirs, et la limite qu'ils ne me permettent pas de franchir.

Examinant l'ensemble de la rédaction de la commission, il me paraît qu'elle n'a pas tenu suffisamment compte de la résolution adoptée par l'Assemblée. Les membres qui l'ont votée se sont placés à deux points de vue différents; les uns ont pensé qu'il y avait urgence à s'occuper de donner au gouvernement les moyens d'exister; les autres pensaient qu'il fallait s'occuper, avant tout, de restreindre l'intervention du président de la république dans les débats de l'Assemblée.

Le point le plus important, sans qu'on ait à trancher la forme même du gouvernement, est celui-ci: que fera-t-on pour le faire vivre? quelle forme prendra-t-il? Si on écoute la voix du pays, on verra que ce qui le préoccupe, ce n'est point de savoir si M. Thiers viendra ou ne viendra pas à la tribune, mais bien ce que deviendra la France.

Il me semble donc que, pour se conformer à ces préoccupations du pays, il aurait fallu d'abord songer aux moyens par lesquels on ferait vivre le gouvernement plus ou moins longtemps.

C'est à ce point de vue que la question d'une deuxième Chambre s'imposait avant toute autre. Ainsi, deux choses préoccupent l'esprit public: la forme à donner au pouvoir pour qu'il puisse subsister et l'entente entre l'Assemblée et le président.

Si les vœux du pays sont parvenus jusqu'à vous, vous devez savoir qu'il se pose cette question avec anxiété: le président de la république s'entendra-t-il avec la commission des Trente? celle-ci donnera-t-elle au pouvoir la confiance dont il a besoin pour subsister? Quant à la participation du président aux délibérations de l'Assemblée, elle est aux yeux du pays très accessoire.

Il me semble donc que, pour se conformer à ce que je crois être l'attention de la Chambre et même aux termes de l'amendement de M. Dufaure, la commission aurait dû commencer par s'occuper des institutions fondamentales avant de s'occuper de ma personne, à laquelle le projet me semble attacher trop d'importance.

On veut commencer par ce qui concerne le président de la république: je me résigne, je fais le sacrifice de mes susceptibilités, bien qu'il me semble que le *Morning-Post* et celle du *Daily-Telegraph*, au sujet de la ligne politique que le prince Napoléon a adoptée, vient d'être tranchée; une lettre écrite par ordre du prince décline toute responsabilité dans les articles de journaux publiés sur son compte. Cette lettre donne implicitement raison à la déclaration du *Morning-Post*. La note qui représentait le prince Napoléon en parfaite conformité de vues avec l'impératrice Eugénie était d'ailleurs tellement en désaccord avec des faits bien connus qu'il aurait fallu qu'elle fût doublement confirmée pour y croire. Le prince reste définitivement en dehors des conseils de Chislehurst.

La discussion du rapport sur les marchés de Lyon a duré pendant trois jours, et s'est terminée samedi par un ordre du jour que la situation s'est trouvée la seconde ville de France pendant la guerre justifie pleinement. C'est un blâme formel de ce drapeau rouge dont la signification séparatiste et anti-sociale ne pouvait être flétrie trop énergiquement, et la gauche s'y est ralliée en masse. Mais avant d'en arriver à quelles violences, quelles passions! Nous sommes revenus, pendant ces trois jours, aux séances où les partis se donnent toute carrière, où les invectives se croisent, où tout un côté de la Chambre, debout, frémissant, injurie de la voix et du geste ses adversaires, où les efforts du président pour obtenir le silence n'arrêtent qu'un instant le débordement des colères, où enfin l'orateur semble prendre plaisir à soulever ces orages par la forme exagérée qu'il donne à ses opinions. Il était difficile que la politique fût séparée dans la question des marchés de Lyon de la partie administrative et financière; mais elle l'a tellement emporté que les contrats passés par la ville n'ont été que le prétexte de la véritable bataille parlementaire à laquelle la droite et la gauche se sont livrées, et qui a atteint dans la séance du 1^{er} février un degré de violence inimaginable. Ces violences passent peu dans les journaux; le compte-rendu abrégé qu'ils en font ne peut donner une idée de ce qu'est chez nous une séance tumultueuse, à qui n'en a jamais vu; mais elles n'en passionnent pas moins les deux partis, et éloignent de plus en plus cette conciliation si désirable au pays.

La discussion avait commencé par un long et habile discours de M. Challemeil-Lacour. L'éloquence froide et forte à la fois de l'ancien préfet de Lyon avait commandé l'attention même de ses adversaires. M. Challemeil-Lacour a certainement plusieurs des qualités de l'orateur, si tant est qu'on puisse appeler des qualités l'audace, l'assurance, le dédain de ses adversaires. Il a déployé dans cette lutte un talent tout-à-fait remarquable; on sent chez lui de fortes études littéraires et une grande culture d'esprit. Dans ces déplorables affaires de Lyon, il n'a eu qu'un tort très-grave, c'est d'accepter d'y être mêlé. M. Challemeil-Lacour en fait les honneurs de la séance du 30 janvier si la fin n'incident, soulevé par M. de Carayon-Latour, n'eût venu déchaîner les passions. M. Challemeil-Lacour, accusé d'avoir écrit en marge d'une pièce envoyée au général de Bressolles: «Fussiliez-moi tous ces gens-là», ne s'est pas défendu avec l'assurance absolue d'un homme qui n'a derrière lui qu'un passé de modération et de légalité. D'un autre côté, les adversaires de M. Challemeil-Lacour n'ont pas produit la pièce en question. Or, en matière aussi délicate le contenu de la pièce, si étrangement annotée par M. Challemeil, et la moindre particularité de rédaction, sont, pour un spectateur impartial, chose capitale à connaître.

Ce qui restera une faute sans circonstances atténuantes, c'est l'aveuglement du parti conservateur, qui croit par ces discussions rétrospectives avancer les affaires de notre malheureux pays. S'il s'établit parmi nous quelque ordre un peu stable, ce ne sera qu'à la condition d'une vaste loi d'oubli. Tous les partis en ont besoin, et nous croyons que ces trois séances eussent été mieux employées si, au lieu de discussions dont il ne restera qu'un peu plus de haine, on y avait consacré des méditations sérieuses à cette loi du travail des enfants dans les manufactures, loi qui laisse infiniment à désirer, et qui, bien faite, serait de la démocratie la mieux entendue. C. R.

La commission des Trente s'est réunie le 3 février, sous la présidence de M. de Larcy. M. THIERS. J'arrive avec le désir le plus sincère de m'entendre avec la commission, afin que nous puissions nous présenter devant l'Assemblée avec un entier accord. J'accepterai du projet de la commission tout ce que ma conscience me m'interdirait pas d'accepter. Je dirai ce que m'imposent mes devoirs, et la limite qu'ils ne me permettent pas de franchir.

Examinant l'ensemble de la rédaction de la commission, il me paraît qu'elle n'a pas tenu suffisamment compte de la résolution adoptée par l'Assemblée. Les membres qui l'ont votée se sont placés à deux points de vue différents; les uns ont pensé qu'il y avait urgence à s'occuper de donner au gouvernement les moyens d'exister; les autres pensaient qu'il fallait s'occuper, avant tout, de restreindre l'intervention du président de la république dans les débats de l'Assemblée.

Le point le plus important, sans qu'on ait à trancher la forme même du gouvernement, est celui-ci: que fera-t-on pour le faire vivre? quelle forme prendra-t-il? Si on écoute la voix du pays, on verra que ce qui le préoccupe, ce n'est point de savoir si M. Thiers viendra ou ne viendra pas à la tribune, mais bien ce que deviendra la France.

Il me semble donc que, pour se conformer à ces préoccupations du pays, il aurait fallu d'abord songer aux moyens par lesquels on ferait vivre le gouvernement plus ou moins longtemps.

C'est à ce point de vue que la question d'une deuxième Chambre s'imposait avant toute autre. Ainsi, deux choses préoccupent l'esprit public: la forme à donner au pouvoir pour qu'il puisse subsister et l'entente entre l'Assemblée et le président.

Si les vœux du pays sont parvenus jusqu'à vous, vous devez savoir qu'il se pose cette question avec anxiété: le président de la république s'entendra-t-il avec la commission des Trente? celle-ci donnera-t-elle au pouvoir la confiance dont il a besoin pour subsister? Quant à la participation du président aux délibérations de l'Assemblée, elle est aux yeux du pays très accessoire.

Est-ce que j'ai jamais songé, dans un but personnel, dans un but d'orgueil et de prépondérance, à être entendu par l'Assemblée? Dans les discussions relatives à l'impôt sur le revenu, à l'impôt sur les matières premières, au recrutement de l'armée, je n'ai jamais pris la parole que dans un but d'intérêt public; je n'ai jamais été ni par un autre désir que celui de remplir mes devoirs comme chef du pouvoir exécutif devant l'Assemblée et devant le pays.

J'insiste donc pour que la commission veuille bien retrancher de son projet ces mots: «S'il n'a pas été préalablement entendu.»

M. THIERS passe au troisième § ainsi conçu: «Pour les lois soumises à la formalité des trois lectures, le président de la République aura le droit, après la deuxième, de demander la mise à l'ordre du jour pour la troisième délibération ne soit fixée qu'après le délai d'un mois.» J'ajoute cette rédaction; j'insiste seulement pour que la durée du délai pour la troisième délibération soit plus longue.

J'avais demandé quatre mois à votre sous-commission, puis trois, je réduis ma demande à deux. La raison qui me porte à le demander, je crois, excellente, je demande un temps suffisant pour la réflexion. Un délai d'un mois ne serait rien. Je considère comme absolument nécessaire un délai de deux mois. Si je parle à la première personne, qu'on ne s'y méprenne pas, ce n'est pas de moi que j'entends parler, c'est du gouvernement, quel que soit celui qui sera placé à sa tête.

M. Thiers passe à l'article 3, dont voici les termes: «Les interpellations ne peuvent être adressées qu'aux ministres et non au président de la République.» Quant à cet article, d'après les explications qui m'ont été données, la commission aurait seulement pris en considération un amendement de M. Dufaure relatif aux affaires étrangères, et un amendement de M. Broët d'après lequel le président de la République ne pourrait être entendu qu'autant que l'Assemblée l'aurait décidé.

Je ne puis pas accepter les limites étroites qu'on veut m'imposer et plutôt qu'on veut imposer au gouvernement et je proposerai une rédaction. Vous le savez, les interpellations, au fond, sont le moyen le plus puissant d'agir sur le gouvernement.

C'est par voie d'interpellation qu'on lui demande compte de sa politique et qu'on exerce un contrôle sur son action. La responsabilité la plus sérieuse n'est pas celle des ministres, mais bien celle du président de la République. Les interpellations sont, pour ainsi dire, la mise en action de la responsabilité du gouvernement.

Elles sont plus importantes au point de vue politique que la discussion des lois. Comment admettre alors que le personnage le plus responsable de l'Assemblée, qui lui a nommé et devant le pays, ne puisse pas justifier sa politique à la tribune? On comprend que dans une monarchie constitutionnelle, le roi soit en dehors de toute interpellation et de tout contrôle dans l'action gouvernementale. Mais nous sommes en république; sous cette forme de gouvernement le chef est responsable, il peut être destitué et même mis en accusation. Sous la République, président et ministres sont responsables.

C'est par voie d'interpellation qu'on lui demande compte de sa politique et qu'on exerce un contrôle sur son action. La responsabilité la plus sérieuse n'est pas celle des ministres, mais bien celle du président de la République. Les interpellations sont, pour ainsi dire, la mise en action de la responsabilité du gouvernement.

Je ne puis pas accepter les limites étroites qu'on veut m'imposer et plutôt qu'on veut imposer au gouvernement et je proposerai une rédaction. Vous le savez, les interpellations, au fond, sont le moyen le plus puissant d'agir sur le gouvernement.

C'est par voie d'interpellation qu'on lui demande compte de sa politique et qu'on exerce un contrôle sur son action. La responsabilité la plus sérieuse n'est pas celle des ministres, mais bien celle du président de la République. Les interpellations sont, pour ainsi dire, la mise en action de la responsabilité du gouvernement.

Je ne puis pas accepter les limites étroites qu'on veut m'imposer et plutôt qu'on veut imposer au gouvernement et je proposerai une rédaction. Vous le savez, les interpellations, au fond, sont le moyen le plus puissant d'agir sur le gouvernement.

C'est par voie d'interpellation qu'on lui demande compte de sa politique et qu'on exerce un contrôle sur son action. La responsabilité la plus sérieuse n'est pas celle des ministres, mais bien celle du président de la République. Les interpellations sont, pour ainsi dire, la mise en action de la responsabilité du gouvernement.

Je ne puis pas accepter les limites étroites qu'on veut m'imposer et plutôt qu'on veut imposer au gouvernement et je proposerai une rédaction. Vous le savez, les interpellations, au fond, sont le moyen le plus puissant d'agir sur le gouvernement.

C'est par voie d'interpellation qu'on lui demande compte de sa politique et qu'on exerce un contrôle sur son action. La responsabilité la plus sérieuse n'est pas celle des ministres, mais bien celle du président de la République. Les interpellations sont, pour ainsi dire, la mise en action de la responsabilité du gouvernement.

Je ne puis pas accepter les limites étroites qu'on veut m'imposer et plutôt qu'on veut imposer au gouvernement et je proposerai une rédaction. Vous le savez, les interpellations, au fond, sont le moyen le plus puissant d'agir sur le gouvernement.

C'est par voie d'interpellation qu'on lui demande compte de sa politique et qu'on exerce un contrôle sur son action. La responsabilité la plus sérieuse n'est pas celle des ministres, mais bien celle du président de la République. Les interpellations sont, pour ainsi dire, la mise en action de la responsabilité du gouvernement.

Je ne puis pas accepter les limites étroites qu'on veut m'imposer et plutôt qu'on veut imposer au gouvernement et je proposerai une rédaction. Vous le savez, les interpellations, au fond, sont le moyen le plus puissant d'agir sur le gouvernement.

C'est par voie d'interpellation qu'on lui demande compte de sa politique et qu'on exerce un contrôle sur son action. La responsabilité la plus sérieuse n'est pas celle des ministres, mais bien celle du président de la République. Les interpellations sont, pour ainsi dire, la mise en action de la responsabilité du gouvernement.

Je ne puis pas accepter les limites étroites qu'on veut m'imposer et plutôt qu'on veut imposer au gouvernement et je proposerai une rédaction. Vous le savez, les interpellations, au fond, sont le moyen le plus puissant d'agir sur le gouvernement.

C'est par voie d'interpellation qu'on lui demande compte de sa politique et qu'on exerce un contrôle sur son action. La responsabilité la plus sérieuse n'est pas celle des ministres, mais bien celle du président de la République. Les interpellations sont, pour ainsi dire, la mise en action de la responsabilité du gouvernement.

Je ne puis pas accepter les limites étroites qu'on veut m'imposer et plutôt qu'on veut imposer au gouvernement et je proposerai une rédaction. Vous le savez, les interpellations, au fond, sont le moyen le plus puissant d'agir sur le gouvernement.

La commission des Trente s'est réunie le 3 février, sous la présidence de M. de Larcy. M. THIERS. J'arrive avec le désir le plus sincère de m'entendre avec la commission, afin que nous puissions nous présenter devant l'Assemblée avec un entier accord. J'accepterai du projet de la commission tout ce que ma conscience me m'interdirait pas d'accepter. Je dirai ce que m'imposent mes devoirs, et la limite qu'ils ne me permettent pas de franchir.

Examinant l'ensemble de la rédaction de la commission, il me paraît qu'elle n'a pas tenu suffisamment compte de la résolution adoptée par l'Assemblée. Les membres qui l'ont votée se sont placés à deux points de vue différents; les uns ont pensé qu'il y avait urgence à s'occuper de donner au gouvernement les moyens d'exister; les autres pensaient qu'il fallait s'occuper, avant tout, de restreindre l'intervention du président de la république dans les débats de l'Assemblée.

Le point le plus important, sans qu'on ait à trancher la forme même du gouvernement, est celui-ci: que fera-t-on pour le faire vivre? quelle forme prendra-t-il? Si on écoute la voix du pays, on verra que ce qui le préoccupe, ce n'est point de savoir si M. Thiers viendra ou ne viendra pas à la tribune, mais bien ce que deviendra la France.

Il me semble donc que, pour se conformer à ces préoccupations du pays, il aurait fallu d'abord songer aux moyens par lesquels on ferait vivre le gouvernement plus ou moins longtemps.

C'est à ce point de vue que la question d'une deuxième Chambre s'imposait avant toute autre. Ainsi, deux choses préoccupent l'esprit public: la forme à donner au pouvoir pour qu'il puisse subsister et l'entente entre l'Assemblée et le président.

Si les vœux du pays sont parvenus jusqu'à vous, vous devez savoir qu'il se pose cette question avec anxiété: le président de la république s'entendra-t-il avec la commission des Trente? celle-ci donnera-t-elle au pouvoir la confiance dont il a besoin pour subsister? Quant à la participation du président aux délibérations de l'Assemblée, elle est aux yeux du pays très accessoire.

Il me semble donc que, pour se conformer à ce que je crois être l'attention de la Chambre et même aux termes de l'amendement de M. Dufaure, la commission aurait dû

l'exemple envers la France. Il connaît l'étendue de la blessure qu'il a faite à son cœur par sa conduite, et il n'ignore pas que son ressentiment n'aurait jamais cédé à son affection paternelle, si le gouvernement français lui avait refusé son pardon.

« Signé: (L. S.) ABE-EL-KADER.
« Pour traduction conforme:
« Damas, le 9 décembre 1872.
« Le chancelier substitué,
« Signé: LE PRET.

Grande-Bretagne.
Un violent incendie a éclaté au collège royal militaire de Woolwich, le 1^{er} février, vers les cinq heures. Une immense colonne de fumée s'est élevée au centre des bâtiments; l'alarme fut immédiatement donnée, et les élèves furent debout en un instant.

Trois pompiers militaires appartenant à l'école se mettent à travailler. Bientôt, les pompiers de l'arsenal arrivent sur le lieu du sinistre, accompagnés de la brigade métropolitaine. Vers les six heures, l'incendie était à son comble d'intensité, et c'est avec beaucoup de peine que l'on a pu empêcher les flammes de gagner les dépendances voisines.

Deux étages de 90 pieds carrés de superficie, comprenant les dortoirs, la bibliothèque et les appartements du gouverneur et de l'économat, ont été entièrement détruits.

Plusieurs pompiers ont été grièvement blessés.

Le froid était intense et les travailleurs étaient couverts de glaçons.

L'enquête officielle ordonnée par le ministre du commerce (Board of Trade) pour l'affaire du Northgate devait commencer le 4. Tous les renseignements recueillis jusqu'ici démontrent évidemment que le *Murillo* est bien le navire qui a causé le désastre, sans qu'il lui en ait coûté le moindre dommage, et qui a poursuivi sa route vers Lisbonne, où il a reçu ordre de se rendre à Cadix.

Le comité des secours, ayant appris que quelques-uns des passagers survivants avaient en l'idée de se faire voir pour de l'argent dans les cabarets à musique, a qualifié sévèrement ce genre d'exploitation et a décidé que ceux qui s'y livrent cessent de recevoir les secours alloués par le comité.

Le lord-maire a annoncé que le chiffre des souscriptions s'élève à 5,542 liv. st. (138,550 francs).

L'Economiste désapprouve la mesure de la Banque d'Angleterre qui vient d'abaisser le taux de l'escompte. La mesure, dit-il, serait à l'abri de toute critique si les principes d'après lesquels ce grand établissement règle encore le prix de l'argent n'avaient pas été faussés par les habitudes modernes. Le vrai principe est celui-ci : la Banque doit conserver comme encaisse le tiers du chiffre de sa circulation et élever son escompte lorsque cette réserve menace de lui échapper. On ne doit toutefois pas oublier que la règle fondamentale, qu'une banque ne peut jamais perdre de vue, c'est que tout établissement financier doit toujours avoir dans sa caisse une somme suffisante pour faire face aux demandes d'argent qui peuvent lui être adressées. Or, l'expérience a prouvé que ces demandes peuvent aujourd'hui être beaucoup plus fortes que par le passé. Il en résulte cette conséquence que la réserve doit être aujourd'hui plus forte que précédemment, afin que le minimum qui doit constituer la base du crédit soit moins facilement entamé; il en résulte encore que la proportion entre le minimum de l'encaisse et le chiffre des engagements doit être augmentée dans le sens d'une augmentation de l'encaisse.

NECROLOGIE. — On annonce la mort de lady Bridport, duchesse de Bronté et mère de lord Nelson. Elle était née en 1787. On sait que le titre de duc de Bronté, avec un grand domaine, avait été donné au grand amiral anglais par le roi Ferdinand de Naples. L'héritier unique de la défunte est son fils, le lieutenant-général lord Bridport.

Italie.
On mande de Rome, le 31 janvier :
« Des personnes très au courant de ce qui se passe au Vatican assurent que don Carlos est venu à Rome vers la fin de la semaine dernière.
« Il a été reçu par le saint-père et n'est resté que quarante-huit heures parmi nous. »

Suisse.
Le Conseil fédéral a nommé M. Curchod, de Crissier (Vaud), directeur du bureau télégraphique international de Berne. M. Curchod avait déjà occupé ce poste précédemment.

Un incendie considérable s'est déclaré le 30 janvier au soir à Neuchâtel à la fabrique de télégraphes. Malgré des prompts secours, le feu s'est étendu sur une grande partie du bâtiment. Ce n'est que vers minuit qu'on a été complètement maître du feu.

On sait que ce bâtiment est l'ancien grenier qui, en 1849, a déjà été incendié pendant le séjour qu'y faisaient des Polonais réfugiés. Le bâtiment venait d'être exhaussé d'un étage et les réparations n'étaient pas complètement terminées. Le développement rapide du feu est dû à ce qu'il y avait beaucoup de pièces de bois, plus, dit-on, que ne le permet le règlement. La cause du sinistre n'est pas certaine, mais on croit à la malveillance, car, dans la journée, il y avait en conflit parmi les ouvriers de la fabrique, conflit dans lequel la police a dû intervenir.

Amérique.
Les journaux américains annoncent qu'il est question d'ériger à feu Horace Greeley un monument d'une espèce assez originale.

Dans un meeting tenu récemment, les compositeurs de la *New-York Tribune*, dont M. Greeley était, comme on sait, le directeur, ont pris la résolution d'élever en son honneur, au cimetière de Greenwood, une statue faite avec des caractères d'imprimerie.

Chaque imprimerie du demi-kilogramme y contribuerait pour un demi-kilogramme ou plus de métal. En outre, il a été résolu que le lundi 3 février, tout ouvrier-compositeur, aux Etats-Unis, composerait son millier d'm gratis; le produit de cette contribution volontaire serait versé entre les mains du président de l'union des typographes de New-York, pour servir aux frais de construction et d'érection du monument.

DERNIÈRES NOUVELLES.

ALLEMAGNE.
PRUSSE. — La *Provinczial-Korrespondenz*, parlant du vote de la Chambre des députés sur le projet de modification de la Constitution, dit que cette assemblée s'occupera, pendant les trois semaines de rigueur jusqu'à la seconde délibération, du budget et de diverses lois financières, — et elle ajoute qu'après cette nouvelle délibération, le projet passera à la Chambre des Seigneurs, « où l'on peut considérer son acceptation comme assurée. »

SAXE. — La maladie de S. M. la reine de Saxe — une bronchite aiguë avec fièvre intense — s'est aggravée ces jours derniers et les bruits les plus fâcheux avaient déjà circulé à Dresde. Heureusement ils n'étaient pas fondés, mais, aux dernières nouvelles (4 février), l'état de la reine Amélie, qui est dans sa 72^e année, continuait à inspirer des inquiétudes.

(National-Zeitung.)

FRANCE.
La commission du budget a décidé, par 17 voix contre 6, qu'elle proposerait à l'Assemblée de voter immédiatement le projet relatif à l'indemnité à accorder à la ville de Paris avant le projet relatif à l'indemnité à accorder aux départements.

— Le *Moniteur de la Meurthe et des Vosges* croit savoir que, par suite du paiement anticipé du quatrième milliard, la garnison allemande d'Epinal quittera cette ville au mois d'avril et n'y sera pas remplacée.

— La *Tribune républicaine*, de Marseille, publie ce soir un arrêté du général commandant l'état de siège, interdisant la vente sur la voie publique du journal la *Commune de Marseille*.

GRANDE-BRETAGNE.
Londres, 4 février. — Dans la réunion annuelle de la chambre de commerce de Manchester, tenue hier, sir Thomas Bazley a prononcé un discours dans lequel il a exprimé la crainte de voir M. Thiers adopter une politique rétrograde, et exposer la nation entière pour protéger des intérêts privés. Sir Thomas Bazley est d'avis que les manufacturiers français peuvent lutter avec l'Angleterre sans avoir besoin de protection.

ITALIE.
Rome, 3 février, 6 h. 20, soir. — *Chambre des Députés.* — M. Castagnola, répondant à M. Pescatore, dit que le meilleur moyen de pourvoir aux difficultés de la Banque nationale serait l'augmentation de l'escompte; il ajoute que l'état actuel des choses n'est pas attribuable à la Banque, mais aux conditions économiques dans lesquelles se trouve placé le pays.

M. Pescatore réplique en demandant des mesures qui permettent de pourvoir aux intérêts du commerce.

La discussion de cette proposition est remise à jeudi.

Le prince Arthur a assisté, hier, à un dîner militaire donné au Quirinal.

La *Voce della Verità* répète que le pape n'a envoyé aucun télégramme de condoléance à Clichéurst.

L'Observateur romain dément que don Carlos soit venu à Rome et qu'il ait séjourné quelques heures.

— On mande de Rome le 3 :
« La nouvelle que don Carlos serait venu à Rome et aurait eu une entrevue avec le pape n'a rien de vrai. »

DERNIÈRES DÉPÊCHES.

AGENCE INTERNATIONALE.
Berlin, vendredi 7 février.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. — L'ordre du jour appelle dans la séance d'aujourd'hui l'interpellation du comte Wierzbinsky sur l'enseignement de la langue allemande et de la langue polonaise dans les gymnases de la province de Posen. M. Falk, ministre des cultes, a justifié son arrêté à ce sujet en alléguant que l'enseignement de la langue allemande avait été négligé jusqu'ici; que des plaintes lui étaient parvenues à cet égard, et que les gymnases de la Pologne ont un caractère essentiellement allemand. Le ministre a mentionné en outre le manque d'ecclésiastiques prêchant en langue allemande, et a conclu en faisant ressortir que cette agitation à propos des langues n'a pour but que la séparation des nationalités.

La Banque de Prusse a réduit le taux de son escompte à 4 0/0 pour les lettres de change et à 5 0/0 pour les avances.

BOURSE DE BERLIN DU 7 FÉVRIER.
Cours du change.

A 3 semaines sur St-Petersb., 91 th. pour 100 r.
A 3 mois sur St-Petersb., 90 th. pour 100 r.
Prix des billets de crédit russes 82 5/8 th. pour 100 r.

Prix de la demi-impériale 5 th. 16 silb.
Emprunt russe de 1872 91 1/4
Emprunt russe de 1880 91 1/4
Obligations consolidées de 1870 92
Emprunt russe 3 0/0 65 5/8
1^{er} emprunt à lots et primes 129 3/4
2^e emprunt à lots et primes 130 3/4
3^e emprunt (1854) 76 7/8
3^e emprunt (1855) 91
Actions de la Grande Société des chemins de fer 94 1/2
Obligations du chemin de fer de Nicolas 75 5/8
Obligations du chemin de fer de Varsovie-Vienne 86 1/2

DÉPÊCHES DE L'INTÉRIEUR.
BOURSE DE RIGA DU 26 JANVIER.

Inscriptions 5 0/0 : 90 3/4 vend., 90 1/4 ach.
1^{er} emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 153 r. vend., 152 r. ach.
2^e emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 151 1/2 r. vend., 151 1/2 r. ach.
Actions du chemin de fer Danabour-Vitebsk 134 1/2 r. vend., 132 1/2 r. ach.
Actions du chem. de fer Rybinsk-Bolognoï 64 1/2 r. vend., 62 r. ach.
Actions du chemin de fer Baltique 80 r. vend., 79 r. ach.

BOURSE D'ODessa DU 26 JANVIER.
Cours du change sur Londres, à trois mois, 73 1/2 pence.

Billets de banque 1^{re} émission 94 1/4 ach., 95 vend.
1^{er} emprunt intérieur à primes 152 r. ach., 154 vend.

2^e emprunt intérieur à primes 154 r., ach. 156 vend.
Lettres de gage de la Banque de Kherson 87 7/8 ach., 88 1/4 vend.

BOURSE DE ST-PETERSBOURG DU 26 JANVIER (7 FÉVRIER).

Le change est resté le même qu'à la dernière clôture. La plupart des banquiers étaient vendeurs du Londres à 82 1/16, sans trouver assez d'argent à ce taux, les preneurs insistant sur 82 3/32. D'un autre côté il y a eu beaucoup d'acheteurs à 82 3/4, mais ils n'ont rien pu obtenir à ce taux, pas même du papier d'exportation, lequel du reste était très-rare.

L'Amsterdam n'a donné lieu à aucune transaction importante. Le Hambourg a été offert à 276 1/4 et le Paris à 348.

En somme, les affaires ont été languissantes et restreintes.

En fonds publics, la Bourse a été très mauvaise. Le mouvement rétrograde signalé déjà mardi passé vient d'aboutir à une baisse prononcée et en même temps à une stagnation complète.

Les Lots ont fléchi de 153 et 155 à 152 et 154, cours auquel il se trouve des vendeurs, bien que la cote officielle paraisse indiquer le contraire.

Quant aux chemins de fer, ce sont seulement les Chemins russes qui ont conservé leur cote de 138 1/2, tandis que tous les autres ont baissé plus ou moins considérablement.

Le Danabour-Vitebsk, par exemple, que l'on payait dernièrement 134, a été offert à 133 1/4 sans preneurs.

Les billets de banque ont perdu quelque chose sur leur dernière cote, tandis que les certificats de rachat et la rente n'ont pas même été cotés.

Les obligations de chemin de fer continuent à jouir d'une bonne demande. — Les Nicolas à 110 et les Consolidés de 1872 à 104 1/2.

Le Crédit foncier mutuel est toujours délaissé et reste à 107 offert, tandis que les particuliers achètent assez vivement les obligations foncières provinciales pour des placements.

Les actions de banques ont le plus souffert de la disposition défavorable actuelle. Presque toutes sont offertes avec une réduction notable de prix, sans attirer les amateurs. Les transactions ont été nulles.

Pourtant l'argent paraît être beaucoup plus facile et l'on attend pour demain une réduction nouvelle de 1/2 0/0 du taux de l'escompte de la Banque de l'Etat.

MARCHÉ DES CÉRÉALES, ETC.
Froment. On demande pour Saxonka et Samarka livrables au mois de mai de 14 r. à 14 1/2 r. et on offre 13 r. 75 — 13 r. 85 c.; pour livraison en juillet de 13 — 13 1/4 r. vendeurs pour froment de Sibirie et 13 1/4 — 12 r. 85 c. acheteurs. Le marché est sans affaires.

Seigle. A livrer en mai on donne 7 r. 20 c. et on demande 7 r. 30 c. — 7 r. 50 c.; en juin 7 r. 20 c. — 7 r. 30 c. vendeurs et 6 r. 90 c. acheteurs.

Avoine du poids de 6 pounds. Livrable en mai de 4 r. à 4 r. 20 c. vendeurs, à 3 r. 90 c. acheteurs et à ce prix on a vendu 3,000 tch. avec 3 r. d'arrhes; à livrer au mois de juin on demande 4 r. et on offre 3 r. 80 c.

Graine de lin. Livraison en mai, de 12 r. à 14 1/2 r. vendeurs et de 11 1/4 r. à 13 1/2 r. acheteurs selon la qualité; on a acheté, à livrer en juillet, 1,000 tch. de Saratov à 13 3/4 r. avec 3 r. d'arrhes et 5,000 tch. de la même à 13 1/2 r. avec 10 r. d'arrhes, pour livraison en juillet et août.

Chambre. A livrer au mois de juillet on a vendu 50 tonneaux à 35 1/2 r. avec 10 r. d'arrhes; à présent on demande 36 r. avec 15 r. d'arrhes.

Fil de chambre. On offre 35 1/2 r. pour Rjev 1^{re} qualité et on demande 37 1/2 r.

Lin. On a vendu 50 tonneaux de Rjev à 40 1/2 r. et 50 tonneaux du même à 40 r.

Seigle. Le marché est ferme. Pour disponible 1^{re} qualité, 49 r. vendeurs et 48 1/4 — 48 1/2 r. roubles acheteurs. A livrer au mois d'août on demande 49 1/2 — 50 r. on donne 49 — 49 1/4 roubles.

Esprit 40°. Pour livraison en août les fabricants de Sibirie ont vendu 20,000 védros à 74 c. bariis compris.

Potasse de Kazan 1^{re} qualité. A livrer en mai on demande de 30 r. tout payé d'avance et pour livraison au mois de juillet et d'août 31 roubles avec arrhes; mais on ne donne pas ces prix.

Huile de lin. Disponible, fabrique d'ici, on demande 4 r. 20 c.

Huile de tournesol. Au comptant 6 — 6 1/4 r. vendeurs.

Huile de chènevis. Pour marchandise sur place on demande pour 4 r. 45 c.; à livrer en juin et juillet on a acheté 50 barr. à 4 r. 70 c., les vendeurs demandant 4 r. 75 c.

Indigo. On a vendu 40 caisses de Bengale, disponible de 115 r. à 125 r. le poud.

Plomb. Au comptant 27 1/2 r. vendeurs.

Pérole. On demande pour marchandise sur place de 3 r. 35 c. à 3 r. 40 c.

VARIÉTÉS.

LA COMÉTÉ DE BIÉLA.

Nous avons signalé en son temps la magnifique apparition d'étoiles filantes observée dans toute l'Europe et jusqu'en Asie, le 27 novembre dernier.

Un phénomène du même genre avait occasionné, en 1866, de savantes recherches de M. Schiaparelli, astronome à Milan, pour assimiler les averse périodiques de météorites, antérieurement connues sous le nom de Perséides, et de Léonides et apparaissant du 10 au 12 août et vers la mi-novembre, à des comètes déjà calculées.

Ses recherches avaient pleinement réussi. Les Perséides devaient coïncider avec la troisième comète de l'année 1862, les Léonides avec la première de 1866. Ces astres seraient en voie de désagrégation et leurs particules dispersées continueraient à cheminer autour du soleil, en suivant l'orbite de la comète mère. Si elles viennent, dans leur course, à rencontrer l'atmosphère de la terre, elles s'y enflamment et produisent les apparences d'étoiles filantes.

Aussitôt que l'essaim du 27 novembre eut été observé, les astronomes s'efforcèrent de chercher à quelle comète connue on pourrait bien l'assimiler; et dès le lendemain, M. C. Brukens de Leipzig, et après lui plusieurs autres calculateurs, démontrèrent l'identité de l'orbite des météorites avec celle de la comète de Biéla.

Cette comète, découverte en 1826, a été trouvée se mouvoir dans un orbite elliptique autour du soleil, avec une période de révolution de 6 ans 3/4; en sorte qu'on l'a observée plusieurs fois depuis sa découverte. En 1846, elle apparut avec un double noyau, phénomène tout à fait nouveau dans l'histoire des comètes. En 1852 de même. En 1866, on l'attendit en vain et, malgré des recherches assidues, personne ne put découvrir de traces de sa présence. Les astronomes calculèrent néanmoins son éphéméride pour sa prochaine apparition, et l'annoncèrent pour l'automne de 1872.

La découverte de M. Schiaparelli pouvait néanmoins faire pressentir sa dispersion, et M. Edm. Weiss, de l'Observatoire de Vienne, dans un travail sur les étoiles filantes publié en 1868, annonça, pour le 28 novembre 1872, la rencontre de la terre avec le filet de météorites auquel elle aurait donné naissance; et c'est dans la nuit du 27 au 28 que le phénomène a été observé!

On conçoit avec quel intérêt la science a enregistré cette remarquable coïncidence, venant confirmer les conclusions du professeur Schiaparelli. Mais un nouvel et curieux événement vient s'ajouter encore à ce qui précède et fournit des présomptions inattendues sur le mode de dispersion des comètes et sur leur constitution.

Dans une lettre publiée par le *Correspondant universel*, M. Klinkaufes, directeur de l'Observatoire de Göttingue, l'informe que, persuadé de la rencontre de la terre avec la tête de la comète de Biéla, le 27 novembre dernier, il s'est demandé si on ne pourrait pas observer la comète après cette rencontre. Basant ses calculs sur la position du point de radiation de l'essaim de météorites dudit jour, fixé près de l'étoile γ d'Andromède, il a calculé quelle pourrait bien être la position de la comète pour le commencement de décembre, et il a trouvé qu'elle devait être dans le voisinage de θ du Centaure, étoile invisible dans ce moment pour nos latitudes.

Il a immédiatement télégraphié la nouvelle à Madras, pour donner l'éveil à son confrère, M. Pogson, directeur de l'Observatoire de cette ville.

Celui-ci a cherché une comète près de θ du Centaure, et il en a observé en effet une d'un éclat visible le 2 et le 3 décembre. Malheureusement deux observations ne suffisent pas pour déterminer l'orbite d'une comète; on ne peut donc pas être absolument sûr que

c'est bien la comète de Biéla qui a été aperçue par M. Pogson. Mais, outre les vraisemblances générales, que chacun peut apprécier, des calculs positifs, présentés il y a quelques jours à l'Académie impériale de Vienne par M. Oppolzer, mettent la probabilité de l'identité des deux astres presque au rang d'une certitude.

Quoi qu'il en soit des conclusions que nous réserve à cet égard l'avenir, c'est-à-dire la prochaine apparition de la comète de Biéla en 1879, M. Klinkaufes constate ce fait remarquable que, pour la première fois, une comète a été découverte par un calcul basé sur le point de radiation d'une averse d'étoiles filantes.

(Journal de Genève.)

Faits divers.

Qu'on aille dire maintenant que l'instruction publique n'est pas dans sa vraie voie en France.

Dernièrement, les élèves de seconde d'un des lycées de Paris avaient à traiter en composition le sujet suivant :
« Lettre d'une Sabine à sa mère, après l'enlèvement. »

J'avoue qu'on peut être un excellent élève de seconde et ne pas être à même de juger de la question.

Spectacles.
Du 27 janvier.

GRAND THÉÂTRE. — Opéra italien. 4^e abon. 18^e repr. — Lucia, tragédie en 5 actes (8 h.)

THÉÂTRE ALEXANDRA. — Letztes Abonnement-Vorstellung. 1^{re} — Romeo und Julia, Trauerspiel in 5 Akten — (7 Uhr).

THÉÂTRE MICHEL. — Au bénéfice de M^{me} Pares. Lady Tartuffe, com. en 5 actes et en prose; le Code des femmes, com. en 1 acte; — En Troika. — (7 h.)

THÉÂTRE BOFFA. — 2^e début de M^{lle} Sully dans « Les Griffes du diable » 3^e abonnement. — 9

THÉÂTRE BERG. 7 1/2 h. Tous les jours représentation musicale, française et russe. — 14

RÉPERTOIRE DE LA SEMAINE.
Du 29 janvier au 4 février 1873.

GRAND THÉÂTRE. — Lundi 29. — Trovatore, opéra. (M^{me} Mallingier et Scialchi. 1^{er} abon. 18^e repr. — Mardi 30. — Sonnambula, opéra. (M^{me} Patti. 3^e abon. 17^e repr. — Mercredi 31. — Traviata, op. (M^{me} Nilsson) 2^e abon. 17^e repr. — Jeudi 1^{er}. — Romeo, opéra. (M^{me} Patti. 4^e abon. 17^e repr. — Vendredi 2. — Traviata, opéra. (M^{me} Nilsson) 3^e abon. 18^e repr. — Samedi 3. — Ballo in Maschera, opéra. (M^{me} Mallingier et Musca. 4^e abon. 18^e repr. — Dimanche 4. — Bénéfice de M^{me} Vazem. Corsaire, ballet.

THÉÂTRE MARIE. — Lundi 29. — Dorn, drame. (M^{me} Mallingier et Scialchi. 1^{er} abon. 18^e repr. — Mardi 30. — Dorn, drame. (M^{me} Mallingier et Scialchi. 2^e abon. 18^e repr. — Mercredi 31. — Dorn, drame. (M^{me} Mallingier et Scialchi. 3^e abon. 18^e repr. — Jeudi 1^{er}. — Dorn, drame. (M^{me} Mallingier et Scialchi. 4^e abon. 18^e repr. — Vendredi 2. — Dorn, drame. (M^{me} Mallingier et Scialchi. 5^e abon. 18^e repr. — Samedi 3. — Dorn, drame. (M^{me} Mallingier et Scialchi. 6^e abon. 18^e repr. — Dimanche 4. — Dorn, drame. (M^{me} Mallingier et Scialchi. 7^e abon. 18^e repr. — Lundi 5. — Dorn, drame. (M^{me} Mallingier et Scialchi. 8^e abon. 18^e repr. — Mardi 6. — Dorn, drame. (M^{me} Mallingier et Scialchi. 9^e abon. 18^e repr. — Mercredi 7. — Dorn, drame. (M^{me} Mallingier et Scialchi. 10^e abon. 18^e repr. — Jeudi 8. — Dorn, drame. (M^{me} Mallingier et Scialchi. 11^e abon. 18^e repr. — Vendredi 9. — Dorn, drame. (M^{me} Mallingier et Scialchi. 12^e abon. 18^e repr. — Samedi 10. — Dorn, drame. (M^{me} Mallingier et Scialchi. 13^e abon. 18^e repr. — Dimanche 11. — Dorn, drame. (M^{me} Mallingier et Scialchi. 14^e abon. 18^e repr. — Lundi 12. — Dorn, drame. (M^{me} Mallingier et Scialchi. 15^e abon. 18^e repr. — Mardi 13. — Dorn, drame. (M^{me} Mallingier et Scialchi. 16^e abon. 18^e repr. — Mercredi 14. — Dorn, drame. (M^{me} Mallingier et Scialchi. 17^e abon. 18^e repr. — Jeudi 15. — Dorn, drame. (M^{me} Mallingier et Scialchi. 18^e abon. 18^e repr. — Vendredi 16. — Dorn, drame. (M^{me} Mallingier et Scialchi. 19^e abon. 18^e repr. — Samedi 17. — Dorn, drame. (M^{me} Mallingier et Scialchi. 20^e abon. 18^e repr. — Dimanche 18. — Dorn, drame. (M^{me} Mallingier et Scialchi. 21^e abon. 18^e repr. — Lundi 19. — Dorn, drame. (M^{me} Mallingier et Scialchi. 22^e abon. 18^e repr. — Mardi 20. — Dorn, drame. (M^{me} Mallingier et Scialchi. 23^e abon. 18^e repr. — Mercredi 21. — Dorn, drame. (M^{me} Mallingier et Scialchi. 24^e abon. 18^e repr. — Jeudi 22. — Dorn, drame. (M^{me} Mallingier et Scialchi. 25^e abon. 18^e repr. — Vendredi 23. — Dorn, drame. (M^{me} Mallingier et Scialchi. 26^e abon. 18^e repr. — Samedi 24. — Dorn, drame. (M^{me} Mallingier et Scialchi. 27^e abon. 18^e repr. — Dimanche 25. — Dorn, drame. (M^{me} Mallingier et Scialchi. 28^e abon. 18^e repr. — Lundi 26. — Dorn, drame. (M^{me} Mallingier et Scialchi. 29^e abon. 18^e repr. — Mardi 27. — Dorn, drame. (M^{me} Mallingier et Scialchi. 30^e abon. 18^e repr. — Mercredi 28. — Dorn, drame. (M^{me} Mallingier et Scialchi. 31^e abon. 18^e repr. — Jeudi 29. — Dorn, drame. (M^{me} Mallingier et Scialchi. 32^e abon. 18^e repr. — Vendredi 30. — Dorn, drame. (M^{me} Mallingier et Scialchi. 33^e abon. 18^e repr. — Samedi 31. — Dorn, drame. (M^{me} Mallingier et Scialchi. 34^e abon. 18^e repr. — Dimanche 1^{er}. — Dorn, drame. (M^{me} Mallingier et Scialchi. 35^e abon. 18^e repr. — Lundi 2^e. — Dorn, drame. (M^{me} Mallingier et Scialchi. 36^e abon. 18^e repr. — Mardi 3^e. — Dorn, drame. (M^{me} Mallingier et Scialchi. 37^e abon. 18^e repr. — Mercredi 4^e. — Dorn, drame. (M^{me} Mallingier et Scialchi. 38^e abon. 18^e repr. — Jeudi 5^e. — Dorn, drame. (M^{me} Mallingier et Scialchi. 39^e abon. 18^e repr. — Vendredi 6^e. — Dorn, drame. (M^{me} Mallingier et Scialchi. 40^e abon. 18^e repr. — Samedi 7^e. — Dorn, drame. (M^{me} Mallingier et Scialchi. 41^e abon. 18^e repr. — Dimanche 8^e. — Dorn, drame. (M^{me} Mallingier et Scialchi. 42^e abon. 18^e repr. — Lundi 9^e. — Dorn, drame. (M^{me} Mallingier et Scialchi. 43^e abon. 18^e repr. — Mardi 10^e. — Dorn, drame. (M^{me} Mallingier et Scialchi

Bulletin météorologique.

DE L'OBSERVATOIRE PHYSIQUE CENTRAL DE ST-PÉTERSBOURG.

Vendredi 26 janvier (7 février).

Lieux.	Résumé	Baromètre	Thermomètre	Humidité	Direction	Vitesse
Petersb.	774.3	+15.5	-12.7	3.7	92	10
9 h. s. hier	775.7	+17.1	-13.2	3.3	96	10
7 h. m. auj.	775.9	+17.1	-11.7	3.7	89	10
1 h. ap. m.	775.9	+17.1	-11.7	3.7	89	10

Neige depuis hier 1 h. soir 0.9 mill.

Du 15 (27) janvier.

Nertchins. 710 | 1 | -23 | +7 | 10 | 2

Du 25 janvier (6 février).

Tiflis...	735	+7	+1	+3	00	10	SE 1
Paris...	760	+17	+1	+1	00	10	N 6
Vienne...	745	+1	+1	+1	00	10	O 9
Prague...	745	+1	+1	+1	00	10	N 2
Cracovie...	747	+1	+1	+1	00	10	N 2
Rome...	745	+1	+1	+1	00	10	N 2

Neige. 7 Brüllard.

Du 26 janvier (7 février).

Arkhangel.	771	+17	+1	+1	95	10	SO 2
Uleaborg.	771	+17	+1	+1	95	10	SO 2
Nicolet.	771	+17	+1	+1	95	10	SO 2
Kuopio.	765	+21	+1	+1	100	10	SE 1
Tamper.	761	+14	+1	+1	100	10	SE 1
Helsingf.	774	+16	+1	+1	88	10	O 9
Petersb.	776	+17	+1	+1	83	10	O 9
Royal.	773	+17	+1	+1	81	10	SE 2
Dorpat.	770	+18	+1	+1	81	10	SE 2
Windau.	772	+14	+1	+1	76	10	E 2
Vilna.	762	+13	+1	+1	85	10	SE 1
Varsovie.	757	+7	+1	+1	85	10	E 2
Kiev.	756	+11	+1	+1	87	10	NE 3
Odessa.	764	+10	+1	+1	81	10	E 4
Nicolaiev.	769	+7	+1	+1	91	10	NE 3
Sevastopol.	762	+2	+1	+1	77	10	O 0
Kharkov.	757	+1	+1	+1	94	10	NE 2
Moscou.	761	+15	+1	+1	83	10	N 1
Kazan.	770	+16	+1	+1	88	10	N 1
Orenbourg.	761	+14	+1	+1	93	10	NO 3
Riga.	769	+10	+1	+1	92	10	E 1
Cracovie.	746	+3	+1	+1	92	10	N 6

Gelée, blanche. Neige. 2 Nuit, neige. 4 Hier, neige.

ÉTAT GÉNÉRAL DE L'ATMOSPHÈRE.

Depuis hier le baromètre a monté de 3 à 10 mill. sur la moitié boréale de la Russie; au sud de l'Empire, il y a un peu baisse; les vents y tournent à l'Est, et au Sud-Est, sous l'influence d'un minimum barométrique sur la Méditerranée. Le temps est généralement brumeux; sur les provinces Baltiques il neige par places.

LEÇONS D'ANGLAIS théorie et pratique par une Anglaise. — S'adresser Nevsky, en face la rue des Ecuries, maison n° 28, logement n° 1, Linde. 214

UNE JEUNE VEUVE désire trouver une place pour tenir une maison chez un monsieur ou une dame âgée. — S'adresser au bureau de ce journal aux initiales X. B. Maximilianovskij péreouloko. 227

AVIS AUX DAMES. Achat de tous les articles de toilette, peufs et d'occasion. — Près du pont d'Amichkov, 1 roitsky péreouloko, maison n° 8, logement n° 3. 223

LEÇONS PARTICULIÈRES D'ANGLAIS Grafton House, Richmond Hill, London.

Le directeur offre une maison distinguée et confortable aux messieurs qui veulent visiter l'Angleterre. Les meilleures références sont données et des prospectus sont envoyés. H. V. 80

A LOUER 247 trois pièces: chambre à coucher, salon et bureau, avec servante et domestique. Le tout bien meublé, à raison de 100 r. par mois. Gr.-Morskaia, 29, l. 21.

A VENDRE un joli coupé. S'adresser au Grand Hôtel, petite Morskaia. 222

SOIERIES LYONNAISES.

Le soussigné, représentant de plusieurs fabriques lyonnaises de premier ordre, dont il tient constamment un dépôt des mieux assortis, à l'honneur de prévenir que toutes les commandes confiées à ses soins seront effectuées dans le plus bref délai et sur échantillons.

Alfred Heinselmann
Munich (Bavière).

171 R. M.

Par suite de circonstances indépendantes de la famille du défunt conseiller d'Etat actuel Alexandre Pavlovitch Tchoglokov, il a été impossible d'informer les amis et connaissances en temps et lieu du jour précis de l'inhumation; actuellement la veuve et les enfants du défunt ont l'honneur de faire savoir que le neuvième jour après le décès du conseiller d'Etat actuel Alexandre Pavlovitch Tchoglokov, des prières pour le repos de son âme seront dites le dimanche 28 janvier, à midi précis, en l'église Znamensky, p. Nevsky, vis-à-vis la gare du chemin de fer de Moscou. 240

UISSE. — GYMNASE CLASSIQUE pour des jeunes filles de bonnes familles. On y entre à l'âge de 11 à 12 ans. S'adresser pour les renseignements et les prospectus à M. le professeur Ch. Andereg, à Frauenfeld, Suisse. H. V. 233

ПО СЛУЧАЮ БОЛѢЗНИ. Передаётся магазин дамских рукоделий. По Михайловской улице, домъ № 38 и 4. 216

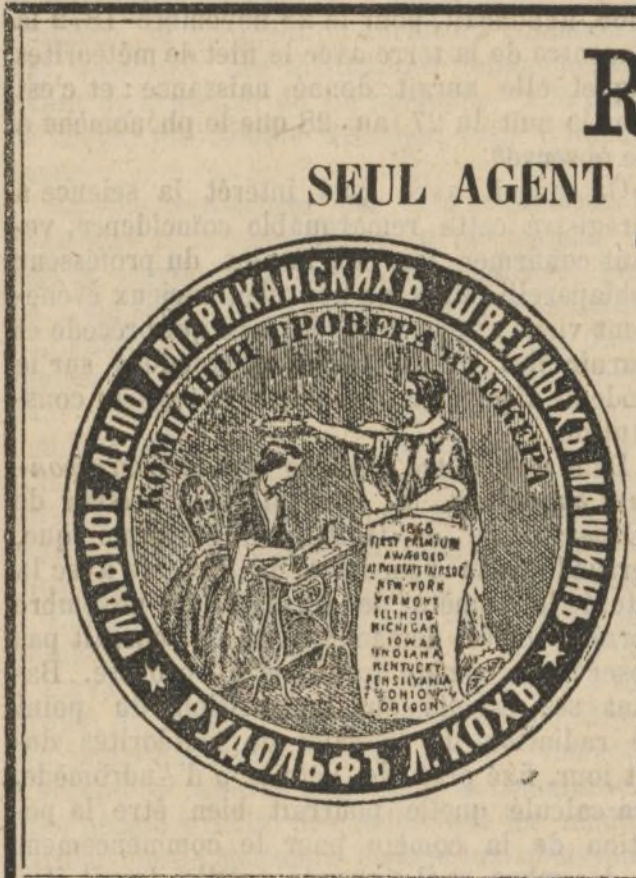
FABRIQUE privilégiée américaine de biscuits à la vapeur de

HENRI D. MOORE ET C^{ie}

Nous avons l'honneur de porter à la connaissance de l'honoré public que nous envoyons tous les jours, pour être mis en vente dans nos magasins :

1° Place de l'Amiral, n° 8;
2° Grande Sadovaya, en face le jardin Yousoupov, n° 47, magasin n° 13,
des biscuits frais des espèces suivantes : de la ville, de la capitale à la crème, pick-nack, à l'arrow-root, au gingembre, Albert Eugénie, fency-pick-nack, pique-nique, variétés, aux amandes, dessert au citron, biscuit au citron, biscuit royal, biscuit de dames et autres pâtisseries pour le thé. Les biscuits ci-dessus nommés se vendent en boîtes et à la livre et ont sur les biscuits anglais l'avantage de se vendre frais, tandis que ceux-ci ont quelquefois de 2 à 4 mois de fabrication.

Nous recommandons aussi le fameux *Cake de Gènes* qui est fait avec les meilleurs fruits. Nous accordons un rabais considérable sur notre prix-courant à MM. les marchands de biscuits. 3554



RUDOLF L. KOCH

SEUL AGENT POUR L'EMPIRE DE RUSSIE POUR LA VENTE des véritables machines à coudre américaines de la Compagnie GROVER & BAKER.

A St-Petersbourg: Grande Morskaia, maison Tour, n° 21.

A Moscou: Grande Lubianka, maison Schipov.

A Kiev: Kreschtschatkaia, maison du Grand-Hôtel, près du bureau des Postes.

A Kharkov: Moskovskaia, maison Eylandt.

Grand choix de véritables machines à coudre américaines de tous les systèmes, de la meilleure et plus récente construction, sorties des fabriques de: Grover & Baker, Wheeler et Wilson: El. Howe, jr; Singer, Willcox & Gibbs; de la nouvelle compagnie Wilson; et des meilleures fabriques de l'Allemagne, de l'Angleterre et de la France; — Les machines sont vendues sous garantie de leur bonne marche pendant 2 à 6 ans; — Les commandes pour l'intérieur seront effectuées consciencieusement et également sous garantie que les machines arriveront en bon état; — Instruction gratuite aux acheteurs; — Catalogues illustrés; — Vente en gros et en détail, de toutes sortes de fil de lin, de coton, de soie, en toutes couleurs nouvelles, en écheveaux et sur bobines, d'aiguilles pour machines, et d'huile spécialement préparée pour les machines, etc., etc.

AVIS.

Le Comptoir de la cour de S. A. I. M^{me} la grande-duchesse **HELENE PAVLOVNA** a l'honneur d'avertir les personnes qui ont des comptes à régler avec ce comptoir pour des travaux exécutés ou des commandes livrées, de bien vouloir présenter ces comptes dans le plus bref délai, et pas au-delà du 10 février.

RECHERCHE DE PLACE

comme coupeur ou comme gérant.

Un jeune homme très sûr (étranger et marié) parlant le français, l'allemand et passablement le russe, connaissant la tenue des livres et ayant été placé comme coupeur dans les meilleures maisons, possédant de bonnes références, cherche une place dans un atelier d'habits pour hommes. S'ad. aux init. W. H. 15, au bureau d'annonces, pont de Kazan, m. Joukovsky, n° 21 et 23, logement n° 16. 244

INVITATION.

Les anciens élèves de la pension du pasteur Murat sont invités à se réunir pour un dîner de camarades le 10 février, à cinq heures et demie.

On s'inscrit pour ce dîner à l'hôtel de France depuis le 1^{er} février.



CIRQUE HINNÉ

PLACE MICHEL.

Aujourd'hui samedi 27 janvier

AU BÉNÉFICE

des clowns frères Gately

aura lieu une

GRANDE REPRÉSENTATION

GALA

On commencera à 7 heures 1/2.

Prix des places comme à l'ordinaire.

Demain dimanche 28 janvier, grande représentation. M. Tabor montera un cheval de haute école.

Le directeur Ch. Hinné.

MEUBLES pour sept chambres, d'un travail élégant, et tout ce qui est nécessaire pour l'aménagement d'un bon appartement, ayant coûté 3,000 r., sont à vendre pour la moitié du prix en bloc ou séparément. Maximilianovskij pter. (ancien Gloukhov), n. n° 18, log. 2. 153

MAISON BOTOT

(SES CINQ PRODUITS)

VÉRITABLE

EAU DE BOTOT

Seul et unique dentifrice

APPROUVÉ PAR L'ACADÉMIE DE MÉDECINE DE PARIS

L'EAU DE BOTOT est le plus efficace des dentifrices. En gargarisme elle est un préservatif puissant contre les angines et les maux de gorge; elle facilite la dentition chez les enfants.

POUDRE DENTIFRICE

AU QUINQUINA

Ce précieux dentifrice, employé avec l'Eau de Botot, constitue pour le raffermissement des gencives et la blancheur des dents la préparation la plus saine.

EAU DE TOILETTE

EXTRAIT DOUBLE SANS AUCUN ACIDE

Quelques gouttes versées dans l'eau vivifient le teint et exhalent le plus délicieux parfum.

LE SUBLIME

Arrêt immédiat de la chute des cheveux, disparition des pellicules, apaisement des douleurs névralgiques, telles sont les principales qualités de ce merveilleux produit.

VINAIGRE DE TOILETTE

SUPERIEUR

Composé de surs pures de plantes toniques, ce vinaigre jouit de propriétés inappréciables pour les soins de la toilette.

ENTREPOT : 229, rue Saint-Honoré, PRÈS LA RUE CASTIGLIONE

Dépôt : 18, boulevard des Italiens (PARIS)

A SAINT-PÉTERSBOURG : Aux dépôts du LABORATOIRE CHIMIQUE DE ST-PÉTERSBOURG.

A MOSCOU : Au dépôt du LABORATOIRE CHIMIQUE DE ST-PÉTERSBOURG chez MM. KAUGER et KATSON, au Pont-des-Marchaux, maison Dubo.

Et Chez les principaux Commerçants.

DÉPOTS

DU

LABORATOIRE CHIMIQUE DE ST-PÉTERSBOURG

- 1° Perspective Nevsky, maison de l'église catholique, mag. n° 3.
- 2° au pont d'Amichkov, maison Mednikow.
- 3° Grande Mestchanskaia, près de la rue aux Pois, maison Brunst.
- 4° Grande Morskaia, maison Jacquot.
- 5° Perspective Voznessensky, au pont de Voznessensky.
- 6° A Vassili-Ostrov, au magasin de Riga, 1^{re} ligne.

SPÉCIALITÉS ÉTRANGÈRES :

- Savon de Thridace de Violet.
Savon au suc de laitue de Pinaud.
Produits aux Violettes de Parme et à l'Yang-Yang de Pinaud.
Rouges et blancs pour le teint de Dorin.
Eaux-de-Cologne de Jean-Marie Farina.
Elixirs et poudres dentifrices de Botot — Evans — Peletier — Pierre — Société hygiénique.
- Extraits, pommades et eaux de Lubin.
Ess bouquet de Bayley.
Extraits anglais de Hendrie et d'Atkinson.
Teinture pour les cheveux.
Nigritine. — Mélanogène. — Chromacome.
Eau des Fées. — Eau de Jouvence de Thiellay.
Eaux-de-Cologne Clémentine-Martin.
Klosterfrau de Cologne.
Huile Macassar de Rowland.
Encres à copier de Chemnitz.

Articles de Paris, de Vienne et de Londres.

Boîtes à mouchoirs et à gants. — Sachets parfumés. — Garnitures de toilettes. — Flacons taillés de Baccarat et de Bohême. — Lampes à parfumer. — Nécessaires à ongles. — Boîtes à houpes. — Boîtes riches. — Cassettes à flacons. Pulvérisateurs à odeurs.

SOCIÉTÉ DU CHEMIN DE FER

DE

MOSCOU-BREST.

Le conseil d'administration du chemin de fer de Moscou-Brest a l'honneur, conformément au § 44 des statuts, d'inviter MM. les actionnaires à assister à l'assemblée générale extraordinaire qui aura lieu le 26 février de l'année courante, à une heure de l'après-midi, au siège du conseil d'administration de la Société, rue Galernaia, n° 43.

Ordre du jour.

Examen du rapport du conseil d'administration concernant l'augmentation du matériel roulant et des constructions supplémentaires nécessaires sur la ligne du chemin de fer de Moscou-Brest.

Conformément au § 47 des statuts, MM. les actionnaires qui désirent assister en personne ou par procuration à l'assemblée générale, sont priés de déposer leurs actions au conseil d'administration de la Société pas plus tard que sept jours avant l'assemblée générale, c'est-à-dire jusqu'au 19 février de l'année courante.

245

BANQUE DE COMMERCE PRIVÉE DE ST-PÉTERSBOURG.

Avis aux actionnaires.

MM. les actionnaires sont convoqués en assemblée générale ordinaire pour le jeudi, 26 avril prochain, à 8 heures du soir, au siège social, 18, quai Anglais, à l'effet d'entendre le rapport du conseil d'administration et de recevoir les comptes de l'exercice 1872.

Conformément à l'article 20 des statuts, MM. les actionnaires auront à procéder dans cette assemblée au remplacement de deux membres du conseil.

Aux termes du § 38 des statuts il faut être porteur d'au moins 25 actions pour faire partie de l'assemblée. MM. les actionnaires possédant des actions au porteur, doivent les déposer deux mois avant la réunion, au siège social, quai Anglais, n° 18.

E. MELLIER, libraire de la Cour Impériale

au pont de Police, maison de l'église hollandaise, à Saint-Petersbourg.

ABONNEMENT POUR 1873 aux journaux illustrés et de lecture, revues littéraires et politiques suivants :

Français.

BIBLIOTHÈQUE DE LA FRANCE, ou journal général de l'imprimerie et de la librairie. 52 numéros. Prix 8 r.; pour l'int. 10 r. 50 c.

BIBLIOTHÈQUE UNIVERSELLE DE GENEVE ET REVUE SUISSE. 12 numéros par an. Prix 10 r.; pour l'int. 12 r. 50 c.

BONS ROMANS (Les), journal illustré. 52 numéros in-4°. Prix 3 r. 60 c.; pour l'int. 5 r. 40 c.

CHASSE ILLUSTRÉE (La), journal des plaisirs de la ferme et du château. 52 numéros in-folio avec nombreuses illustrations. Prix 10 r.; pour l'int. 12 r.

CONTEUR (Le), ancien Journal de la Guerre. 52 numéros. Prix 3 r.; pour l'int. 4 r. 50 c.

CORRESPONDANT (Le). Religion, philosophie, littérature, sciences, beaux-arts. 24 numéros in-8°. Prix 16 r.; pour l'int. 21 r.

COURIER DE GENEVE. Feuille religieuse, politique et nationale. 3 fois par semaine. Prix 6 r.; pour l'int. 9 r.

COURIER DE VAUGELLES (Le), journal consacré à la propagation universelle de la langue française. 24 numéros. Prix 3 r.; prov. 4 r. 50 c.

ECHO DES FEUILLETONS (L'), journal littéraire illustré. L'abonnement part d'octobre. 12 numéros in-8°. Prix 3 r.; pour l'int. 4 r. 50 c.

LE MÊME. Avec gravures. Prix 4 r.; pour l'int. 6 r. 50 c.

ÉCLIPSE (L'), journal illustré. Chaque numéro contient la charge d'une célébrité artistique ou littéraire. 52 numéros. Prix 3 r.; pour l'int. 5 r.

FIGARO (Le), journal littéraire et politique quotidien in-folio. Prix 26 r.; pour l'int. 28 r.

ILLUSTRATION (L'), journal universel, orné de gravures sur tous les sujets actuels. 52 numéros in-folio. Prix 15 r.; pour l'int. 18 r. 50 c.

ILLUSTRATION EUROPÉENNE. 52 numéros. Prix 5 r.; pour l'int. 7 r. 50 c.

ILLUSTRATION NOUVELLE, par une société de peintres-graveurs à l'eau forte, une livraison par mois. Prix 12 r. 50 c.; pour l'int. 15 r.

ILLUSTRATION SUISSE. 52 numéros par an. Prix 6 r.; pour l'int. 8 r.

JOURNAL AMUSANT, journal pour rire. 52 numéros in-folio. Prix 8 r.; pour l'int. 10 r. 50 c.

JOURNAL DE LA SEMAINE, illustré, littérature, romans, histoire, voyages, musique. 104 numéros in-4°. Prix 3 r.; pour l'int. 5 r.

JOURNAL DU DIMANCHE, littérature, histoire, musique. 52 numéros in-4°. Prix 3 r.; pour l'int. 5 r.

Les années 1856 à 1859, en un volume chacune, franc de port 2 r. 75 c. par volume.

Les années 1860 à 1872, en 2 volumes chacune, franc de port 5 r. par année.

JOURNAL ILLUSTRÉ (Le). 52 numéros par an. Prix 2 r. 75 c.; pour l'int. 4 r. 75 c.

MAGASIN PITTORESQUE (Le), rédigé depuis sa fondation par Chardon. 12 numéros in-4°. Prix 3 r. 20 c.; pour l'int. 5 r.

MONDE COMIQUE (Le), avec illustrations comiques. 52 numéros par an. Prix 2 r.; pour l'int. 3 r. 50 c.

MONDE ILLUSTRÉ (Le), journal illustré. 52 numéros in-folio. Prix 9 r. 50 c.; pour l'int. 11 r. 50 c.

LE MÊME. Avec 24 gravures de modes et texte explicatif. 24 numéros in-8°. Prix 22 r.; pour l'int. 26 r. 50 c.

MUSEE DES FAMILLES. Lectures du soir. 12 numéros in-4°. Prix 2 r. 70 c.; pour l'int. 4 r.

MUSEE UNIVERSEL (Le), journal illustré. Texte de MM. Erckmann-Chatrian, Verne, Macé, Droz, Laboulaye, Legouvé, Gautier, Claretie, Coppée et autres : dessins des meilleurs artistes. 52 numéros de 16 pages chacun, renfermé dans une élégante couverture, avec nombreuses illustrations des meilleurs artistes de Paris. L'abonnement part d'octobre. Prix 6 r.; province 9 r.

PASSE-TEMPS (Le) illustré. Littérature, histoire, nouvelles, etc. 52 numéros in-4°. Prix 3 r. 60 c.; pour l'int. 5 r. 40 c.

PETIT JOURNAL POUR RIRE, de Philippon. 52 numéros in-4°. Prix 3 r.; pour l'int. 5 r.

RENAISSANCE LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE (La). 52 numéros in-4°. L'abonnement part d'octobre. Prix 7 r. 50 c.; pour l'int. 10 r.

REVUE BRITANNIQUE. Revue internationale, choix d'articles extraits des meilleurs écrits périodiques de la Grande-Bretagne et de l'Amérique, complété par des articles originaux. 12 numéros in-8°. Prix 13 r. 50 c.; pour l'int. sous bande en 2 paquets 17 r.

REVUE CHÉTIENNE. Rédigée par Pressensac. 12 numéros in-8°. Prix 5 r. 50 c.; pour l'int. 7 r. 50 c.

REVUE CRITIQUE D'HISTOIRE ET DE LITTÉRATURE. 52 numéros. Prix 7 r. 50 c.; prov. 10 r.

REVUE DE FRANCE. Littérature, philosophie, sciences, beaux-arts, politique, nouvelles, romans, par de Paris, Ernest Feydeau, d'Idéville, etc. 12 numéros. Prix 5 r.; pour l'int. 7 r.

REVUE DES DEUX MONDES, recueil littéraire et historique. 24 numéros in-8°. Prix 22 r.; pour l'int. sous bande chaque numéro, 26 r. 50 c.; poste lourde 28 r.

LA MÊME. Edition de luxe sur beau papier, 24 numéros in-8°. Prix 25 r.; pour l'int. sous bande en 2 paquets chaque numéro 29 r.